



FAIRE D'UN TEMPLE SA DEMEURE

PAGES 8 À 10



Photo: Courtoisie Yves Thériault



Photo: Amélie Barsalou

**Un passeport vaccinal
bientôt obligatoire** 2

**Des garderies à 10\$, même
pour les francophones?** 7

**Rythmes africains dans
la capitale** 16



ÉLECTIONS 2021 AU GABOTEUR INC.

Conseil d'administration cherche renfort

Pour information, contactez :
le conseil d'administration à ca@gaboteur.ca

Trois postes, occupés par Cyr Couturier, Jeffrey Young et Maude-Julia Blanchet seront en élection lors de l'assemblée générale 2021, le 26 octobre prochain.

Vous voulez veiller à la saine gestion de votre journal et à sa destinée? Nous avons besoin de vous.

Cette invitation est pour vous, si vous êtes membre du Gaboteur Inc. le 26 octobre et vous assistez à l'AGA ou vous avez pris soin de vous faire proposer par un membre en règle.

Et vous savez quoi? On a du fun dans les réunions du conseil d'administration du Gaboteur Inc.

COVID-19

Passeport vaccinal: besoin d'une meilleure coordination entre provinces

Après le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, c'est au tour de Terre-Neuve-et-Labrador d'avoir son passeport vaccinal, depuis le vendredi 8 octobre. Les initiatives provinciales se multiplient au pays, quitte à susciter une certaine confusion. Des experts appellent à harmoniser les mesures.

Marine Ernoult

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LA VOIX ACADIENNE

Maude Laberge
est professeure
d'économie de la
santé à l'Université
Laval. (Courtoisie)



Abdo Shabah
est porte-parole
de l'Association
médicale canadienne.
(Courtoisie)



fié. Nous craignons que cela ne décourage certains Canadiens d'utiliser un système censé les protéger», réagit Abdo Shabah, porte-parole de l'AMC.

Vigilance sur la protection des données personnelles

Le médecin craint que la multiplication des passeports vaccinaux freine la mobilité interprovinciale. Il s'interroge notamment sur la compatibilité entre provinces des futures applications, destinées à montrer et à lire le statut vaccinal. L'AMC s'inquiète également de la protection des données personnelles et appelle à la vigilance sur leur conservation lors des contrôles.

«Plus il y a d'applications et de partages avec des tiers, plus les informations privées que l'on communique sont vulnérables», affirme Abdo Shabah. «Afin de limiter les risques, il faut réduire au minimum nécessaire les données personnelles transmises», poursuit Maude Laberge, professeure d'économie de la santé à l'Université Laval.

L'AMC plaide pour un passeport unique à l'échelle du pays. «Ce serait beaucoup plus sécurisé et pratique», défend Abdo Shabah. De son côté, Maude Laberge pointe les problèmes juridiques que poserait une telle approche nationale: «La santé est une compétence provinciale, un passe ne pourrait pas être imposé par le fédéral».

Garder une version papier

Les deux experts se rejoignent néanmoins sur le besoin criant d'une meilleure coordination entre les autorités provinciales. «On a besoin d'un leadership fédéral pour encourager une harmonisation des pratiques, et ainsi éviter les doublons et les problèmes techniques», insiste Abdo Shabah.

En attendant la mise en place par Ottawa de normes canadiennes, les premiers ministres des provinces de l'Atlantique, réunis en Conseil le 28 septembre dernier, ont annoncé vouloir unifier leurs passeports vaccinaux, avec un QR code accepté et re-

connu à travers les quatre provinces. «On ne doit pas oublier de garder une alternative papier sous peine d'aggraver la fracture numérique, observe Maude Laberge. Tout le monde n'a pas un téléphone intelligent avec les applications adéquates».

Se pose également la question de la preuve fédérale unique pour voyager à l'étranger. Annoncée par le premier ministre Justin Trudeau début septembre, sans date précise, elle est accueillie favorablement par Abdo Shabah: «Une telle preuve sera plus crédible et plus facilement reconnue lorsque les Canadiens se rendront à l'international».

Le mardi 5 octobre, l'Î.-P.-É. a emboîté le pas aux autres provinces de l'Atlantique et lancé son passeport vaccinal, le PEI Vax Pass. Deux jours plus tard, la province de Terre-Neuve-et-Labrador a elle aussi annoncé l'implantation du passeport vaccinal le NLVaxPass, disponible à partir du 8 octobre, et obligatoire dès le 22 octobre.

À l'image du reste du pays, la région Atlantique se convertit en ordre dispersé aux passes sanitaires. Cette approche, qui manque de cohérence, préoccupe l'Association médicale canadienne (AMC). «Le dispositif est inutilement complexi-

Le NLVaxPass, c'est quoi?

Depuis le vendredi 8 octobre, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador peuvent télécharger l'application mobile NLVaxPass pour obtenir le code QR prouvant qu'ils ont été doublement vaccinés. Le jour même, en matinée, impossible cependant de télécharger sa preuve de vaccination pour obtenir ce code sur la page Vaccine Portal, en raison d'une trop grande affluence sur le site internet. Pas de panique, puisque présenter ce code QR – sur son mobile ou en version papier – ne sera obligatoire qu'à partir du 22 octobre.

Ainsi, toute personne de 12 ans et plus devra apporter une preuve de double vaccination accompagnée d'une pièce d'identité pour se rendre au cinéma, au bar, et au gymnase, au restaurant et au salon de coiffure. Cette preuve sera également nécessaire afin de participer à un quelconque événement culturel ou sportif. Dans les services considérés comme essentiels, comme les épiceries, les pharmacies ou les garderies, cette preuve ne sera pas requise. La liste complète des lieux où ce code QR est requis est disponible sur le site du gouvernement provincial gov.nl.ca (en anglais seulement). Le but de cette nouvelle mesure est d'accroître le taux de double vaccination à 90% de la population dans la province. (CT)

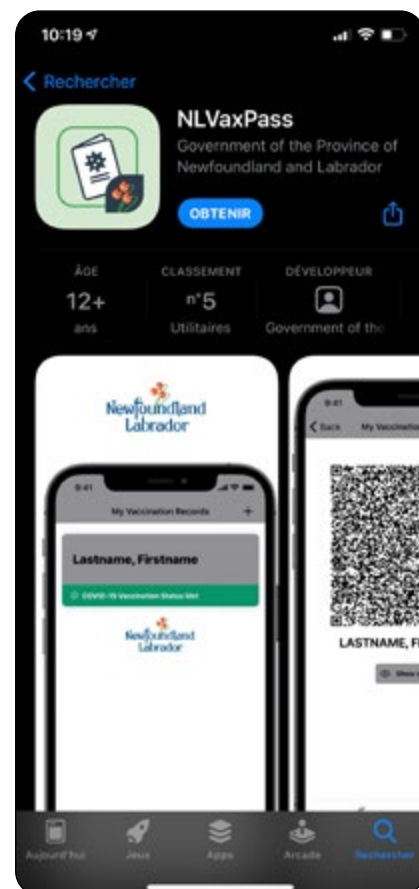


Photo: Cody Broderick (capture d'écran)

Appel aux écrivain.e.s et artistes!

Êtes-vous un.e **écrivain.e** ou un.e **artiste** professionnel.le? Ou même amateur.ice? Et vous aimeriez commencer un nouveau projet?

Le Gaboteur Inc., la corporation qui publie le seul journal d'expression française à Terre-Neuve-et-Labrador, est à la recherche d'écrivains et d'artistes qui souhaiteraient collaborer avec le journal dans le but de créer un **livre pour enfants** (d'environ 5 à 9 ans) en français autour de thèmes en lien avec Terre-Neuve et le Labrador.

Les ressources de littérature en langue française dans la province sont limitées pour les jeunes enfants (francophones et apprenants de français), Le Gaboteur aimerait donc combler ce vide et créer une œuvre à lire pour les jeunes lecteurs dans laquelle ils se reconnaissent.

Intéressé.e? Envoyez un courriel à Cody Broderick, directeur général, à l'adresse dg@gaboteur.ca avec votre CV et des exemplaires de votre écriture et/ou art. Les qualifications que nous demandons sont la capacité à écrire en français (pour les écrivain.e.s), la créativité, la capacité à travailler en équipe, et une certaine connaissance sur Terre-Neuve-et-Labrador.

Pour toute question, contactez-nous au
709 753-9585

Date limite de candidature:
7 novembre 2021 à 23h

OSEREZ-VOUS SONNER CHEZ VOTRE VOISINE CETTE ANNÉE?



dessin par L'Andalou

POLITIQUE MUNICIPALE

La régionalisation rencontre de la résistance

Sur la côte sud-ouest de l'île de Terre-Neuve, la régionalisation est un sujet de controverse depuis les années 1970. Suite aux dernières élections municipales, ce modèle de regroupement reste aujourd'hui encore très discuté. Le journal Wreckhouse Weekly se penche sur la régionalisation et les raisons pour lesquelles elle rencontre de la résistance.

Ryan King, avec des dossiers de Rosalyn Roy

TRADUCTION DE LE GABOTEUR

De nombreuses villes qui bordent la côte ouest ne sont pas des municipalités incorporées. Elles parviennent tant bien que mal à soutenir et à maintenir leurs communautés grâce aux «comités de services locaux» (*Local Service Districts* en anglais) et aux efforts de la communauté. Cependant, face aux circonstances changeantes, comme l'exode et le vieillissement de la population, certaines villes ont aujourd'hui du mal à fournir les services qu'elles ont fournis par le passé.

«Créer des niveaux de service optimaux pour tout le monde»

Une solution proposée est la régionalisation, qui permettrait aux communautés de se regrouper pour conserver et assurer les services auxquels elles sont habituées, voire améliorer ce qui est actuellement offert. Cependant, il existe une résistance à la régionalisation pour diverses raisons. Parmi celles-ci, on retrouve les craintes entourant une perte possible d'identité communautaire, l'augmentation des taxes, la croyance selon laquelle les choses sont bien comme elles sont aujourd'hui, le risque de déclencher des conflits entre les communautés, et le fait que la régionalisation n'est pas particulièrement efficace ou viable à cause de la géographie unique de la province.

Krista Lynn Howell, ministre des Affaires municipales et provinciales, se montre confiante en la régionalisation et estime qu'elle peut fonctionner et fournir de meilleurs services aux résidents. «Pour notre province, je pense que cela peut prendre plusieurs formes différentes, mais le principe reste le même: travailler en collaboration pour faire des choses que les communautés ne seraient peut-être pas

en mesure de faire toute seule», dit Mme Howell. «Nous voulons simplement nous assurer d'avoir en tête la province dans sa totalité, et de trouver comment travailler ensemble pour créer des niveaux de service optimaux pour tout le monde.»

Mme Howell croit que le besoin pour la régionalisation est visible dans les communautés qui ont présentement de la difficulté à fournir des services. «Nous avons beaucoup de communautés qui se retrouvent avec des élections non contestées, et plus généralement, qui luttent pour garder leurs communautés viables. Elles ont donc du mal à fournir des services ou à profiter des opportunités économiques, et cela semble être davantage le cas en ce moment pour un plus grand nombre de communautés. En considérant un modèle de régionalisation, nous espérons donc aller de l'avant pour corriger certaines de ces inefficacités.»

S'adapter à la géographie de chaque région

En raison de la diversité géographique de la province, Mme Howell a expliqué qu'il ne s'agira pas d'un modèle à taille unique pour toutes les régions. «Ce qui fonctionnerait dans le nord-est de la péninsule d'Avalon ne fonctionnerait pas forcément sur la côte sud du Labrador. Nous devons donc être conscients de cela aussi. [...] Je sais que certaines communautés craignent de perdre leur identité ou d'être forcées de se conformer à ce modèle, mais ce n'est certainement pas mon intention.»

La ministre a déclaré que la régionalisation présente de nombreux avantages, mais que son succès dépendra des besoins des communautés impliquées. «En gros, cela va permettre aux communautés de partager les coûts et les services dont elles ont besoin pour rester viables. [...] Donc, en regroupant certaines de ces petites communautés, on leur donne une voix plus forte. Cela leur permet de mettre

davantage l'accent sur les enjeux qui leur tiennent à cœur», souligne-t-elle.

Ainsi, la régionalisation pourrait fournir aux villes davantage de ressources financières et humaines aux communautés, que ce soit pour embaucher plus d'employés dans la municipalité, comme des agents de développement économique ou encore pour partager des groupes de services d'incendie.



La ministre des Affaires municipales et provinciales, Krista Lynn Howell, estime que la régionalisation peut fonctionner, mais que le public doit contribuer au processus. Photo: Courtoisie

Le partage de services importants, tels que les pompiers, est un excellent exemple de communautés déjà engagées dans la régionalisation, même si elles ne le savent pas toujours. «Beaucoup de ces choses sont déjà faites par des communautés à travers la province. Elles ont pris l'initiative, mais elles ne l'appellent pas nécessairement la régionalisation.»

Mme Howell note que les soins de santé ont une portée provinciale et ne font donc pas partie des objectifs de la régionalisation. Selon la ministre, la régionalisation présente cependant des avantages dans ce domaine, par exemple en permettant la mise en place d'un centre récréatif régional offrant des activités physiques.

En ce qui concerne la possibilité d'une augmentation des taxes, Mme Howell concède que le coût de la régionalisation est toujours en cours d'évaluation. «Pour l'instant, nous n'avons pas de chiffre à ce sujet. [...] La base de tout, c'est une répartition juste et équitable pour tout le monde [...]»

Consulter les communautés

Bien que le processus de régionalisation soit en cours de progression, un calendrier précis n'a pas encore été établi. «Nous allons de l'avant aussi rapidement que possible. Aussi rapidement que raisonnablement, dirons-nous, parce que c'est une idée qui va prendre du temps et qui va certainement nécessiter le soutien des communautés qui vont être affectées.»

La ministre explique en effet qu'elle et son équipe continueront de rencontrer les différentes communautés pour évaluer comment les principes de la régionalisation pourraient être mis en place afin qu'elles puissent en tirer le maximum de bénéfices.

Une préoccupation qui a été exprimée par certains résidents de la côte sud-ouest est de décider où se trouverait le centre des services régional. Par exemple, dans la vallée de Codroy, les résidents se demandent si le centre de services devrait se situer à Stephenville ou à Port aux Basques. Mme Howell a répondu qu'il y a une variété d'options sur la table. «C'est probablement le point central de notre travail à ce stade-ci, d'essayer de déterminer quelle serait la meilleure solution pour les centres de services. Nous examinons plusieurs modèles différents de régionalisation qui pourraient inclure des services fournis à partir de divers endroits, et pas nécessairement d'un centre spécifique.»

SUITE EN PAGE 14

BRÈVES

Rose Avoine-Dalton

Nouvelle présidence à la SNA. Le 3 octobre dernier, lors de son assemblée générale virtuelle, la Société Nationale de l'Acadie (SNA) a élu un nouveau président en plus de reconduire les mandats de la trésorière (Mirelle Cyr) et de la conseillère jeunesse (Julie Martinet). Succédant à Louise Imbeault qui occupait le poste depuis 2017, c'est donc Martin Thérberge qui devient le président de la SNA. Ce dernier, qui combine une expérience en développement communautaire, culturel et artistique, est notamment très impliqué dans les organismes à but non lucratif en Acadie depuis plus de 15 ans. «Je suis heureux de pouvoir contribuer à la promotion et au rayonnement de l'Acadie en concertation avec les membres de la SNA. Je suis convaincu que le travail que nous accomplirons ensemble sur des enjeux communs, ce qui permettra à la SNA de progresser pour en assurer une croissance et une reconnaissance accrue», indique M. Thérberge dans un communiqué de presse publié après l'élection.

Aides financières à la suite de l'ouragan Larry. Suite au passage de l'ouragan le 10 septembre dernier, le gouvernement provincial accepte maintenant des applications pour de l'aide financière dans le cadre du programme d'aide financière en cas de catastrophe (Newfoundland and Labrador Disaster Financial Assistance Program). Les dossiers pour recevoir cette allocation peuvent être soumis par des résidents, des organisations à but non lucratif et des communautés. Ces demandes seront évaluées selon les critères établis par les programmes fédéral et provincial d'aide financière en cas de catastrophe. Ce programme n'est pas un programme d'assurance et permet uniquement d'indemniser les objets jugés essentiels. La date limite pour soumettre une demande est le 10 décembre 2021. Pour des renseignements supplémentaires et afin d'accéder aux formulaires de demande (en anglais), consultez le site du gouvernement provincial, <https://www.gov.nl.ca/jps/fes/faq/emergencymanagement/> ou en appelant au 1-888-395-5611.

Le Western Food Hub accepte encore de nouveaux clients! Il reste de la place pour s'inscrire à ce pôle alimentaire lancé cet été à Corner Brook. Ce «hub», un projet pilote chapeauté par l'organisme Food First NL, permet de relier les consommateurs aux producteurs locaux de la région de Corner Brook. Ainsi, jusqu'au mois de novembre, les personnes inscrites peuvent commander des produits locaux une fois par semaine parmi une liste en ligne. Ensuite, les commandes sont préparées par le «hub» et peuvent être récupérées le vendredi



Photo: Archives du Gaboteur

au 23 Rue Broadway, à Corner Brook. Pour plus d'informations et pour s'inscrire, visitez www.nlfoodhub.ca.

COVID-19: Nouvelle carte interactive dans la province. Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a ajouté une nouvelle fonction à son centre de données sur la COVID-19 (la page internet Pandemic Update Hub), mise à jour chaque semaine les lundi, mercredi et vendredi. La nouvelle carte interactive ajoutée permet de mieux visualiser les statistiques de vaccination dans les diverses régions en zoomant sur les différentes parties de la

province. Avec 69,8% de personnes vaccinées, Baie Verte est la région avec le taux de vaccination le plus bas de la province. La carte a été dévoilée quelques jours avant l'annonce du 8 octobre concernant le passeport vaccinal obligatoire. Pour tous les renseignements quant aux données provinciales liées à la COVID-19 dans la province, rendez-vous sur la page *Newfoundland and Labrador COVID-19 Pandemic Update Hub*.

MOT DE LA DIRECTION

Cette année, je suis reconnaissant pour le journalisme

La fin de semaine de l'Action de grâce a été, pour beaucoup d'entre nous, l'occasion de prendre une pause bien nécessaire et de venir déranger nos routines hebdomadaires faites de travail et d'obligations. Peut-être avez-vous préparé la dinde traditionnelle pour vos proches. Peut-être avez-vous bu l'équivalent de votre poids en sauce brune. Ou encore peut-être avez-vous consommé une dinde préparée par quelqu'un d'autre au point de tomber dans le coma (le fameux *turkey coma* en anglais).

Parallèlement à ces extravagances culinaires, l'Action de grâce est également une bonne occasion de réfléchir à l'histoire coloniale canadienne. Pour un saveur plus locale, *The Telegram* a même publié un article d'Evan Caren explorant le côté plus sombre de l'histoire de Sir Wilfred Grenfell.

Si vous ne l'avez pas lu, voici un bref résumé: Sir Wilfred Grenfell, connu pour son travail de missionnaire médical au Labrador et dans la Grande péninsule du Nord de l'île, a fondé avec sa mission des orphelinats et des pensionnats pour les enfants autochtones - un à St. Anthony, et d'autres dispersés le long du *Big Land*. Caren explique que Grenfell a assumé l'autorité médicale sur de nombreux enfants autochtones et qu'il a même eu recours à la coercition et à la force policière pour les séparer de leurs familles. Histoires de séparation cruelle qui se multiplient lorsqu'on commence à écouter ce que les différentes communautés autochtones nous disent de notre histoire nationale.

La perception de ce personnage historique est généralement positive à Terre-Neuve-et-Labrador. Par exemple, le campus de l'Université Memorial à Corner Brook et une autorité sanitaire régionale (Labrador-Grenfell Health) portent son nom. Cependant, selon l'article, de nombreux Inuits se souviennent encore de lui comme d'un «collectionneur d'enfants» autoproclamé et doivent faire face aujourd'hui au traumatisme qu'il a causé il y a un siècle de cela.

Des faits oubliés au détriment d'autres

Les orphelinats et les pensionnats de Terre-Neuve-et-Labrador sont souvent oubliés sur les cartes des pensionnats et dans l'histoire du pays, car ils ont été fondés avant que la province ne fasse officiellement partie du Canada. Si cette décision est politique, elle manque également d'empathie.

Cet oubli et manque d'empathie se trouvent aussi dans certains commentaires sur les réseaux sociaux, des commentaires qui nient complètement ces faits, et citant le «bien» que Grenfell a apporté à

la région. On trouve également un bon nombre de commentaires parsemés de scepticisme à l'égard du journalisme, accusant le journaliste et le journal d'avoir «juste essayé de trouver un bouc émissaire pour obtenir des likes [traduction libre].»

De tels commentaires comme on en trouve parfois - trop souvent - sur les réseaux sociaux et qui peuvent en venir à alimenter le feu de la désinformation en invalidant les faits relatés par les journalistes, tout en contribuant à l'ignorance qui est, comme le dit la sagesse populaire, un des terrains fertiles du racisme et de la haine.

Le rôle des journalistes est de rapporter des faits qui relèvent de l'intérêt public. La façon dont Terre-Neuve-et-Labrador se représente par l'entremise de noms, de statues et de monuments à la mémoire de ceux qui ont commis des actes de violence à l'égard des autochtones au nom de la colonisation, s'inscrit bel et bien dans le cadre de ce qui relève de l'intérêt public. Ouvrir la discussion sur ces représentations qui peuvent poser problème à certains et écouter des voix autrefois étouffées est une démarche essentielle pour avancer ensemble, autochtones et non autochtones, sur le chemin de la Vérité et de la Réconciliation.

Je pense que les articles comme celui de Evan Caren cherchent plutôt à éduquer, en remettant en question le statu quo et à observer le passé avec un regard critique, tout en donnant une voix aux personnes touchées par ce passé. C'est ce genre d'article, qui selon moi, rappelle à tous, l'importance des journalistes dans nos sociétés. La Semaine nationale des journaux 2021, qui a justement eu lieu du 3 au 9 octobre, est un moment opportun pour célébrer le travail des journalistes et des médias d'information.

Cody Broderick
DIRECTEUR GÉNÉRAL



En toute vérité.

Nos communautés sont alimentées par les journaux locaux. Découvrez comment une presse digne de confiance lance des conversations importantes à l'adresse suivante monjournalavanttout.ca.

Cette œuvre d'art a été créée par l'artiste canadienne Ola Volo pour célébrer la Semaine nationale des journaux, du 3 au 9 octobre 2021.

News Media Canada
Médias d'Info Canada

MÉDIAS D'INFO CANADA.
SOURCE FIABLE DE
VRAIES NOUVELLES.

Le Gaboteur

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 206
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585 **Canada**

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier, président
Ysabelle Hubert, trésorière
Nancy Boutin, secrétaire
Jeffrey Young, vice-président
Maude-Julia Blanchet
Contact : ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Cody Broderick - dg@gaboteur.ca
Rédactrice en chef
Coline Tisserand - redaction@gaboteur.ca
Adjointe à la rédaction
Rose Avoine-Dalton - info@gaboteur.ca

Mise en page
Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro
Patrick Renaud, Amélie Barsalou, Liz Fagan, Ryan King,
Manal Badi, Marine Ernoult, Pascale Lapointe,
Catherine Crépeau, L'Andalou

Impression : Advocate Printing
Distribution (dernier numéro) : 725 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing, anne@lignesagates.com
Terre-Neuve-et-Labrador Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes
CANADA Papier + numérique : 35 \$
Numérique (Canada) : 25 \$
INTERNATIONAL Numérique : 30 \$
Papier + numérique : 130 \$
www.gaboteur.ca/abonnement

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2019
pour la rédaction journalistique

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2020
meilleur projet spécial
meilleur article communautaire

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2020
meilleur article arts et culture
meilleur annonce fabriquée maison

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2021
meilleur projet numérique de l'année

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021
meilleur article d'actualité, meilleur article communautaire et meilleur projet spécial imprimé

LE GABOTEUR INC. est membre de du Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.

CHRONIQUE À TEMPS PERDU**«JE VOUS AI ENTENDUS...»**

Quelques semaines après les élections fédérales, ces dernières me laissent toujours perplexe, voire amer. La manière cavalière qu'a eu Justin Trudeau de déclencher ces élections afin de s'assurer une majorité parlementaire explique en partie cette amertume. Quoiqu'au final, il est difficile d'être surpris qu'un politicien décide d'agir suivant ses propres intérêts partisans. Ce qui nourrit et ne cesse de nourrir ma perplexité, cependant, c'est la manière cynique par laquelle Justin Trudeau a décrit, suite à l'annonce des résultats, le sens de sa victoire.

Patrick Renaud

Cette manière m'a directement renvoyé à deux observations qui ne cessent de me surprendre en politique. De l'une, la capacité qu'ont certains politiciens de, par la simple parole, transformer une situation en son contraire, de transfigurer une difficulté ou un obstacle pour en faire une force. De l'autre, la manière qu'ont ces mêmes politiciens de s'accommoder sans problème du désintéressement politique des citoyens qu'ils représentent.

MALAISE DANS LA REPRÉSENTATION

Premièrement, prenons la déclaration de Justin Trudeau lors de son discours de victoire dans la nuit du 20 au 21 septembre dernier: «Vous nous renvoyez au travail avec un mandat clair de faire passer le Canada à travers cette pandémie.»¹ *Vous. Un mandat clair.* Il s'adresse à l'ensemble des Canadiens bien sûr. Il est après tout le premier ministre de *tous* les Canadiens. Or, il y a malgré tout un écart considérable, dramatique, entre *tous* les Canadiens et ceux qui ont, de fait, voté pour lui.

Un taux de participation de 62%. De ces 62%, le Parti libéral récolte 32,6% des voix². Une minorité *radicale*. Dans ce contexte, il devient difficile de comprendre ce que peut vouloir dire Justin Trudeau en disant qu'il a reçu «un mandat clair». De qui, de fait, l'a-t-il reçu?

On peut tout au contraire lire ces éléments statistiques comme étant l'expression d'un désintéret d'une masse critique des Canadiens pour la chose politique telle qu'elle est exercée par la classe gouvernante. Après tout, 62% de participation, c'est 38% de non-participation, arithmétique oblige. C'est-à-dire qu'il y a environ 11 458 000 Canadiens

qui refusent d'être représentés par un quelconque candidat ou parti, alors que seulement 5 542 000 électeurs ont voté libéral. Certains nombres obligent à une forme de sobriété.

Je parlais, plus haut, d'une *masse critique*. Masse critique en effet puisqu'elle met en doute non pas la *légitimité* de ces dernières élections en particulier, mais la *santé même de notre démocratie*. Cette masse critique remet sur la table l'idée que notre système représentatif - selon ses propres critères! - souffre d'un manque cruel de représentation. Manque auquel la promesse libérale abandonnée d'une réforme électorale avait voulu répondre. *Une occasion manquée.*

D'où ma stupeur lorsque Justin Trudeau se permet de parler comme si de rien n'était, comme si *tout roulait comme sur des roulettes*. On pourra dire que c'était un discours de victoire et qu'il fallait donc que son discours reflète et exprime, justement, sa victoire. Pour ma part, il me semble que ce genre d'omissions dénote non pas un sens bien rangé de l'occasion, mais une cécité politique inquiétante; elle participe même à un travail de refoulement du malaise qui frappe notre démocratie.

LE CYNISME DES UNS EST LA NORMALITÉ DES AUTRES

Travail de refoulement qui opère à plusieurs niveaux³, bien sûr, ce qui m'amène à ma deuxième observation: la manière qu'a la classe politique de s'accommoder sans problème du désintéressement politique des citoyens qu'ils représentent.

Justin Trudeau, dans son discours cité plus haut, a ajouté une remarque qu'il m'est encore très difficile de comprendre: «Je vous ai entendus. Ça ne vous



Le démagogue (1946) du peintre Jose Clemente Orozco.

tente plus qu'on parle de politique ou de l'élection.»

Qu'il cesse de parler d'élections, on peut le comprendre, considérant le contexte. Qu'est-ce que cela veut dire cependant pour un politicien d'affirmer qu'il ne parlera plus de politique? De quoi parlera un politicien, si ce n'est de politique? Cette idée relève d'emblée de l'oxymore pur et simple, à moins que ce soit une mauvaise plaisanterie.

Mais plus encore, cette remarque semble indiquer que pour notre premier ministre, il

est possible pour la classe politique d'opérer, de *faire de la politique*, dans un contexte où la population qu'elle représente ne s'y intéresse pas, ou du moins, s'en détourne.

Si notre système représentatif est malade puisqu'en manque de représentation, il faut aussi voir que ce système provoque et entretient, peut-être malgré lui, une scission entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés. Une scission qui permet à la classe politique de fonctionner de manière presque entièrement autonome, détachée d'une population qui,

bien que représentée en droit, ne s'y reconnaît pas en fait.

Comme si on se laissait être représenté par dépit, parce qu'il n'y a rien d'autre à faire, plutôt que parce qu'on serait habité par un réel désir de participer à la vie politique de la cité. En politique comme ailleurs, agir sans désir, *parce que* c'est un devoir ou une obligation ou *parce que* c'est un droit, c'est le contraire d'agir. C'est consentir et se résigner. Peut-être faut-il cesser de boudier les désirs politiques qui nous habitent au lieu de continuer à consentir et à se résigner.

¹ Citation tirée de Mélanie Marquis, «Justin Trudeau obtient un troisième mandat», *La Presse*, 21 septembre 2021.

² Statistiques tirées de la section «Élections Canada 2021», *Radio-Canada Info*, mise à jour le 25 septembre 2021.

³ Le titre d'un article radio-canadien sur le taux de participation aux dernières élections est parlant en ce sens: «Le taux de participation au scrutin fédéral se situe dans la moyenne depuis 2000». L'article ramène ainsi le faible taux de participation à une moyenne, à la *normale*, ce qui revient à refouler le fait que c'est cette moyenne même qui pose justement problème! Article publié sur le site de *Radio-Canada Info*, 28 septembre 2021.

Le réveil
NOUVELLE-ÉCOSSE
ET TERRE-NEUVE

MARC BABIN

EN SEMAINE 6h30

ICI  Première

Oh+

LETTRE OUVERTE

Merci à la garderie Les p'tits cerfs-volants

J'ai décidé de contacter *Le Gaboteur* au début du mois d'octobre et de raconter l'histoire de ma fille Loyal pour pouvoir exprimer ma reconnaissance envers la garderie Les p'tits cerfs-volants et leurs services.

Arrivée avec mon mari en septembre 2018 depuis la Libye, on s'installe à St. John's et notre fille Loyal, âgée de deux ans, est scolarisée aux p'tits cerfs-volants. C'était la première fois qu'elle allait dans une garderie dans sa vie, ce n'était pas facile, mais elle avait besoin d'aller quelque part, car ici c'était trop nouveau pour elle, elle n'avait que moi et son papa.

À la maison, nous parlons arabe, notre langue maternelle. C'est donc dans sa garderie que Loyal apprend le français, et même l'anglais, à travers la socialisation et le jeu avec les autres enfants.

Elle était à la garderie, elle était très contente, elle a appris le français, ça s'est très bien passé jusqu'au moment où j'ai dû commencer à travailler. Je travaillais loin de St. John's, à plus d'une heure de route.

Au début, je faisais des allers-retours entre St. John's et mon travail, puis ma famille a fini par déménager pour être plus proche de mon travail. Nous avons gardé notre pied à terre dans la capitale pour que Loyal puisse aller dans sa garderie francophone pendant la semaine. Le reste du temps, elle allait dans une garderie anglophone dans sa nouvelle ville.



Loyal Badi remercie sa garderie Les p'tits cerfs-volants, sa «deuxième famille», à travers ce dessin de papillon monarque.

Un événement marquant

Si je souhaite souligner notre reconnaissance envers les membres du personnel de la garderie à travers les pages du *Gaboteur*, c'est que nous n'oublierons jamais ce qui s'est passé en septembre 2020.

Un jour, c'était un vendredi, Loyal est revenue à la maison de sa garderie anglophone, je ne savais pas ce qui s'était passé,

mais elle ne voulait ni manger ni boire. En la questionnant, nous apprenons qu'elle s'était étouffée plus tôt dans la journée en buvant, un événement qui a dû la choquer et lui faire peur. En tant que médecins inquiets et parents, nous essayons plusieurs stratégies pour la faire manger et boire, rien n'y fait. Elle ne mange et boit que très peu et pas assez... Nous savons que cette situation est assez cou-

rante avec les enfants de son âge et nous savons que l'obliger à manger et boire ne ferait qu'aggraver la situation.

Après un jour et demi d'essais infructueux, lundi à cinq heures du matin, nous amenons notre petite au Janeway, l'hôpital pour enfants, afin de chercher de l'aide. Loyal refuse de manger quoi que ce soit.

Très déshydratée et hypoglycémique, les médecins la perfusent et nous recommandent de commencer des sessions avec une équipe de spécialistes dans ce domaine afin de résoudre ce blocage. Mais avoir un rendez-vous avec des professionnels prend du temps. Moi et mon mari, on était très émus, on ne savait plus quoi faire....

Lundi matin, je décide d'appeler Clarisse, la directrice de la garderie Les p'tits cerfs-volants, pour lui expliquer la situation. Elle me dit: «Fais-la venir aujourd'hui, qu'elle vienne.» Inquiets, nous attendons dans l'auto pendant que Loyal est dans la garderie. Trente minutes plus tard, Clarisse nous envoie des vidéos: Loyal boit un grand verre d'eau dans le cadre d'un jeu, entourée de ses amis. Puis une autre vidéo où on la voit manger du pain avec l'éducatrice Sabrina. Quand on est allée la chercher, elle avait mangé, et elle était contente et fière de montrer qu'elle mangeait. Après cette journée entourée de ses amis et de ses éducatrices, «sa famille», Loyal est libérée de son blocage et se remet à manger normalement.

Les vidéos nous ont donné la larme à l'œil, à mon mari et moi, parce que l'équipe de la garderie

a fait quelque chose d'important. Je suis très émue quand je m'en rappelle, parce que nous, on se préparait à plusieurs rencontres avec des professionnels, et à devoir retourner à l'hôpital pour hydrater Loyal par perfusion, etc...

Un an plus tard, à travers cette lettre, je me rappelle cette journée avec émotion et souhaite remercier l'équipe de la garderie, en particulier Clarisse Kouadio, la directrice de la garderie, et Sabrina Benmars, l'éducatrice de «la grande salle» qui s'est beaucoup occupée de ma fille.

Ce qui est arrivé, c'est quelque chose que je ne vais jamais oublier. Je veux que la province reconnaisse qu'il y a une garderie francophone qui donne des services de haute qualité ici.

Le but de cette lettre de remerciement est aussi de sensibiliser les parents ainsi que les éducateurs en petite enfance à ce problème qui est arrivé à notre fille. Les enfants ont besoin d'être rassurés et de se sentir en protection dans un milieu sécurisé. Ceci était très bien appliqué dans sa garderie. Nous n'étions jamais inquiets quand Loyal était parmi les membres de sa deuxième famille.

Aujourd'hui, nous sommes de nouveau installés à St. John's avec une nouvelle venue dans la famille, Mariam, une petite fille de 8 mois. Loyal a commencé en douceur son année de maternelle à l'école des Grands-Vents. La transition fut superbe. Je veux vraiment remercier l'équipe de la garderie, il n'y a pas assez de mots pour cela.

Manal Badi

COMMUNAUTÉ
verte

ÉPISODE 3

Pendant l'été, votre journal a travaillé avec la Fédération francophone de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) et Dominique Hurley pour réaliser quatre interviews vidéo de personnes d'expression française écoresponsables.

Dans ce troisième épisode, on vous invite à réfléchir à la manière dont vos choix quotidiens peuvent affecter la santé de l'environnement - un sujet que Jeff Foran, enseignant écoresponsable à St. John's, maîtrise bien et partage avec nous.

Rendez-vous sur le site web du *Gaboteur* pour découvrir les choses exceptionnelles que font les gens dans leur vie quotidienne pour la cause environnementale!

Le Gaboteur

FFTNL

POUR VISIONNER LA VIDÉO, C'EST PAR ICI:
[HTTPS://YOUTU.BE/ZGPODVRVW8](https://youtu.be/ZGPODVRVW8)

PETITE ENFANCE

Garderies à 10\$: les ententes opaques sur d'éventuelles clauses linguistiques

La création d'un système public pancanadien de garderies à 10\$ suscite l'adhésion du secteur de la petite enfance, mais les francophones en situation minoritaire s'inquiètent du sort qui leur sera réservé dans ce nouveau programme. Leurs droits sont-ils garantis dans les ententes récemment signées? La réponse est loin d'être claire.

Marine Ernout

JJL - RÉSEAU.PRESSE - LA VOIX ACADIENNE

Il y a d'abord les chiffres, qui ont de quoi réjouir les acteurs canadiens de la petite enfance: à ce jour, Ottawa a conclu huit ententes avec des provinces et territoires pour la mise sur pied d'un programme de garderies publiques à 10\$ par jour d'ici à 2026.

Les libéraux se sont engagés à investir 30 milliards \$ sur cinq ans, qui permettront la création de 250 000 places en garderie partout au pays.

Après la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, le Yukon, le Manitoba, la Saskatchewan et le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick se disent désormais prêts à embarquer dans le projet.

Mais derrière ces chiffres bruts, combien de places sont réservées aux francophones en situation minoritaire? Leurs besoins spécifiques sont-ils pris en compte? Quelle part du budget leur est dédiée? Autant de questions qui restent encore sans réponse, suscitant l'inquiétude hors Québec.

«En l'absence de garde-fous, nos garderies n'auront pas leur juste part, que ce soit en termes de financement ou de nombre de places», alerte Jean-Luc Racine, directeur général de la Commission nationale des parents francophones (CNPF).

Des clauses linguistiques essentielles

«Historiquement parlant, on a de nombreux exemples où les droits des francophones n'ont pas été respectés. Des fonds fédéraux qui leur étaient dédiés ne leur ont pas été transférés par les provinces», abonde François Larocque, professeur et titulaire de la Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en droits et enjeux linguistiques à l'Université d'Ottawa.

Par exemple, en 2021, la CNPF a calculé que le gouvernement albertain a seulement alloué 1,26% de son budget d'éducation aux établissements scolaires francophones, alors que les Franco-Albertains représentent plus de 2% de la population provinciale.

«Ces établissements auraient dû recevoir un financement correspondant au poids démographique de la communauté, voire

un montant supérieur, car les besoins de rattrapage au niveau de l'éducation et de la petite enfance en français sont importants en Alberta», réagit Jean-Luc Racine. François Larocque rappelle que le Yukon a quant à lui redirigé des fonds d'Ottawa prévus pour les écoles francophones vers des programmes d'immersion.

Il souligne également que la Colombie-Britannique, elle, a comptabilisé dans le nombre de places en garderie francophone des places créées dans des centres qui offraient uniquement des services en anglais, au motif qu'ils étaient gérés par des francophones.

Face à ces tendances inquiétantes, les minorités francophones revendiquent l'insertion de clauses linguistiques dans les huit accords signés jusqu'à présent afin de protéger leurs droits. «De telles clauses sont cruciales pour s'assurer que les gouvernements provinciaux utilisent les fonds de façon appropriée», souligne François Larocque.

Besoin d'«engagements clairs et fermes»

Pour le moment, les libellés exacts des accords bilatéraux ne sont pas connus.

Dans une réponse par courriel, le ministère Emploi et Développement social Canada assure tenir compte «des besoins uniques, en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, des communautés de langue officielle en situation minoritaire», sans aucune autre précision.

Le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada (RDÉE Canada) confirme qu'Ottawa conditionne l'accès aux fonds fédéraux à la prise en compte par les provinces et territoires des enjeux linguistiques minoritaires. «Mais nous restons attentifs à la présence effective de clauses linguistiques», nuance Paul Muamba, gestionnaire en développement économique et des partenariats au RDÉE Canada.

«Il faut avoir des engagements clairs et fermes, ne pas se contenter d'une petite phrase qui dit "on va s'occuper des francophones", insiste Jean-Luc Racine. Autrement, on ne saura pas où va l'argent, et les clauses linguistiques resteront des vœux pieux.»

SUITE EN PAGE 14

La 7^e édition de la

JOURNÉE ORIENTATION, CARRIÈRES BILINGUES et ENTREPRENEURIAT

Édition virtuelle!

Mardi 16 novembre 2021

Venez découvrir le futur talent de la province!

Exposants, réservez votre kiosque avant le 9 novembre 2021!

Tarif hâtif: (avant le 22 octobre) **99 \$** économisez 40 \$

Tarif régulier: **139 \$**

L'inscription comprend également la formation sur le kiosque virtuel.

Inscription: est@rdeetnl.ca
(709) 757-2858

En 2018:

753 étudiants

71 exposants

2 conférenciers

Faire d'un temple sa demeure?

Pendant la pandémie, le marché immobilier a connu un boom un peu partout au Canada. À Terre-Neuve-et-Labrador, les achats, les constructions et les rénovations de maisons vont d'ailleurs de bon train. Les prix des matériaux ont bondi, dopés par la demande, et les entrepreneurs en construction sont débordés. Kim Olson et Yves Thériault font partie de ceux qui se sont lancés dans l'aventure de la rénovation pendant la pandémie. Ils sont aujourd'hui installés dans une petite église dans le coin de Port Rexton. Lors de leur passage à St. John's, *Le Gaboteur* a rencontré le couple pour en savoir plus sur leur projet atypique. **Un dossier de Coline Tisserand**

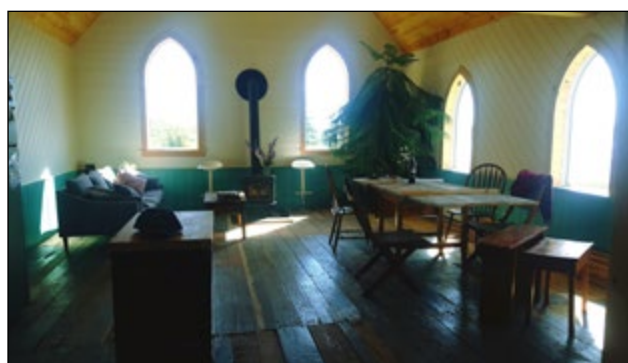
LA MAISON, C'EST SACRÉ

À Port Rexton et ailleurs sur la péninsule de Bonavista, beaucoup sont ceux qui connaissent la petite église aux bardeaux de bois blanc et aux pare-vents et moulures bleus, achetée par Kim Olson et Yves Thériault. Aux vues de son architecture et aux dires des connaisseurs, l'édifice, niché sur la côte à Champney's Arm, daterait de 100 à 140 années. **PHOTOS: Courtoisie Yves Thériault**

Parmi la cinquantaine d'habitants de la petite communauté, ceux qui ont fréquenté le bâtiment centenaire afin d'assister à la messe se souviennent qu'il n'y avait ni électricité ni poêle à bois dans cette église appartenant à l'Église Unie du Canada (*United Church*). Aujourd'hui, on peut voir pourtant de la lumière qui vient de l'intérieur et de la fumée sortant d'une cheminée installée à l'arrière.

Un intérieur à imaginer et à restaurer

Si on pousse la porte, on peut d'emblée remarquer que les bancs de l'église ont disparu pour laisser la place à des chaises, des tables, un canapé, un frigo, des plantes et autres meubles. «On a acheté l'église en août 2020, on faisait des allers-retours entre ici et St. John's pour faire les rénovations. On a déménagé et on s'y est ins-



Presque inhabitable il y a 13 mois, l'église s'est transformée en un cocon lumineux tout en bois.

tallé pour de bon le 1er novembre dernier», raconte la Nouvelle-Écossaise Kim Olson, résidente dans la province depuis 15 ans, pendant que son partenaire, Yves Thériault, fait défiler des photos de leur nouveau chez eux sur sa tablette.

On y découvre une cuisine avec des meubles tout en bois, un salon douillet sous de hauts plafonds et éclairé par la lumière du jour que laissent entrer de grandes fenêtres en ogive. En voyant ces photos de l'intérieur aménagé, il est difficile d'imaginer que l'église était difficilement habitable il y a à peine treize mois. «Quand on a visité l'édifice avant de l'acheter, on s'est dit que c'était une belle petite église...mais qu'elle était en très mauvaise forme. La structure et l'extérieur de l'église étaient bien, mais tout l'intérieur était un projet, ce n'était pas habitable», raconte Kim Olson.

Il a fallu en priorité connecter l'église à l'électricité, la raccorder à l'eau pour pouvoir (entre autres!) avoir des toilettes, mais aussi installer Internet, une condition sine qua none pour être en mesure de faire du télétravail. «C'est surtout entre le 1er décembre et le 31 janvier que cela a commencé à être fonctionnel», mentionne Yves Thériault, originaire de la Gaspésie. En pleine période des fêtes, vraiment? «J'imagine que les gens se sentaient un peu coupables qu'on soit dans cet état-là», avance-t-il.

Et si...?

En remontant le fil de ce projet de rénovation avec le couple, on se rend compte que tout le projet tient à beaucoup de «si» et de hasards du destin.

Tout d'abord, la rencontre entre le Québécois et la Nouvelle-Écossaise. Si l'avion de Yves n'était pas tombé en panne au Labrador, il n'aurait peut-être jamais pris ce verre avec Kim et ne serait jamais venu s'installer dans la province. «À l'époque, je vivais à Gatineau, on s'est rencontré au Labrador, à Nain, dans le cadre du travail, et il y avait une bonne connexion. Au retour, mon avion est tombé en panne à Goose Bay, on m'a réorienté vers St. John's à la place. Je suis allé prendre un verre avec Kim ce

soir-là, avant que je reparte le lendemain. [...] Ça a commencé un peu comme ça!», se souvient le francophone qui travaille, comme Kim, à accompagner les communautés du nord à s'adapter aux changements climatiques.

Au début du printemps 2020, ne trouvant aucune maison à leur goût dans la capitale, le couple se résout à louer plutôt qu'à acheter. Mais l'intelligence artificielle de Facebook va leur jouer un tour, en plaçant une annonce immobilière bien choisie sur les réseaux sociaux de la jeune femme. «Comme je ne connaissais pas le reste de la province, Kim a organisé une petite expédition dans le coin de Port Rexton. Au retour de notre fin de semaine, elle avait une publicité pour une petite église à vendre là-bas dans son fil d'actualité Facebook... L'algorithme avait fait la connexion!», s'exclame le Québécois.

Il ne manquait que la visite de l'édifice pour finir de les convaincre d'acheter l'église et de se lancer dans ce projet de rénovation, malgré les trois heures qui les sépareraient de la capitale. Malgré l'intérieur un peu «en désastre et en désordre», les plafonds hauts, les anciennes poutres en bois, les grandes fenêtres qui laissent entrer la lumière et la vue imprenable sur l'océan ne les feront pas hésiter bien longtemps. «C'était bien plus beau et plus joli que ce qu'on avait visité avant à St. John's», remarque la jeune femme.

Cette dernière souligne que le facteur COVID-19 a aussi pesé dans la balance «S'il n'y avait pas eu la pandémie, on n'aurait pas fait ce projet. D'habitude, on voyage beaucoup pour notre travail et pour des raisons personnelles. Ce n'est pas souvent qu'on reste une année au même endroit. C'était un moment parfait pour faire des rénovations, on ne pouvait pas vraiment faire d'autre chose!»



L'été, en sortant les vidanges, ils leur arrivent au couple d'entendre ou d'apercevoir une baleine en contrebas de leur nouvelle maison.

SUITE DE L'HISTOIRE EN PAGE 9



Le 23 décembre 2020, Yves et Kim ont finalement pu installer un poêle à bois pour chauffer le petit édifice, long de 28 pieds et large de 18 pieds.



«L'entrepreneur embauché pour le plafond est d'ailleurs aussi constructeur de bateaux. Garder la voûte originale, c'est comme garder un lien avec la culture terre-neuvienne», souligne Kim Olson.

Pas d'Internet, pas de travail

Le projet de Yves Thériault et Kim Olson a failli tourner court à cause...d'un problème de connexion Internet. Travaillant tous les deux à distance pour le gouvernement fédéral, avoir un bon débit Internet était une condition non négociable pour pouvoir vivre loin de St. John's. «Avant de débiter le projet, on avait vérifié auprès de certains fournisseurs, qui nous avaient garanti qu'il y avait une bonne vitesse... Mais quand le technicien est venu pour l'installer, il nous

a simplement dit: 'rappeler la compagnie, ce qu'ils vous ont vendu n'est pas disponible ici!», raconte le Québécois. La panique! Sous les conseils d'autres habitants de la communauté, ils décident de changer de fournisseurs. S'ensuivent alors des péripéties pour procéder à l'installation. Journée trop venteuse, toit de l'église trop haut pour y accéder avec l'échelle... «Finalement on a réussi à avoir un signal assez fort avec les tours cellulaires sur le toit. Mais sans ça, je

pense que cela aurait été un gros gros défi. [...] Quand on parle de la possibilité d'habiter et de travailler dans des petites communautés, on oublie souvent qu'il y a des endroits où cette option ne serait tout simplement pas possible...C'est bien idéal d'aller habiter dans des coins perdus et isolés, mais si on est en télétravail avec une mauvaise connexion internet, c'est impossible», observe Yves Thériault.

SUITE DE LA PAGE 8

Rien ne se perd, tout se transforme dans la maison!

Si Yves a déjà rénové son ancienne maison, presque centenaire, à Gatineau, c'est une première pour sa partenaire. Ils ont choisi de ne pas agrandir l'église afin de travailler avec la structure d'origine et ont essayé d'utiliser le plus possible du matériel naturel, du matériel récupéré et des meubles de seconde main, afin d'avoir le moins d'impact possible sur l'environnement.

Rien ne se perd, tout se transforme donc. Et quelle création! Le bois original de l'église est conservé autant que possible: tout le matériel déjà sur place est réparé, sablé, coupé pour être ensuite réutilisé en d'autres endroits. Ainsi, le bois des anciens bancs d'église sera transformé en planchers pour leur garde-robe. La plupart des planchers et les murs originels ont été réparés, sablés et repeints.

Rénover local

Travailler avec les artisans et artistes locaux est l'autre principe directeur de leur projet. Le magnifique évier en poterie dans leur salle de bain est par exemple l'œuvre du potier Michael Flaherty dont le studio, Wild Cove Pottery, est installé dans la communauté voisine de Port Union. Le couple s'est tourné vers la forge de Trinity East, The Green Family Forge, pour leurs poignées d'armoire, et pour construire le poteau de leur escalier. «Impossible de trouver une personne qui faisait des escaliers en colimaçon dans la province, donc c'est un ami qui a une compagnie de bois dans la province qui nous l'a fait sur mesure», indique Yves Thériault.

C'est François Senécal qui a conçu la cuisine en janvier 2021, après avoir rencontré le couple lors d'une soirée pendant les fêtes de Noël. Ce Québécois, qui travaille dans le milieu du cinéma, a de l'expérience en rénovation, puisqu'il s'est lui-même lancé en 2013 dans un projet similaire sur une maison centenaire à Trinity East avec sa femme Julie Raymond.

«Il y a des gens très compétents ici. Il y a beaucoup de constructeurs qui nous ont aidés, des personnes qui savent faire des portes et des fenêtres traditionnelles. Les



La cuisine du couple est l'œuvre de François Senécal, un Québécois installé à Trinity East, à quelques kilomètres de Kim et Yves, qui a travaillé comme directeur artistique sur plusieurs projets de cinéma dans la province. Le Gaboteur a d'ailleurs écrit un dossier à ce sujet! (édition du 9 juin 2014)

gens prenaient le temps de venir voir nos travaux et de nous conseiller. Il y a aussi beaucoup d'artistes sur la péninsule de Bonavista, il faut simplement les chercher et les trouver», observe Kim Olson. «Et au niveau des coûts, ce n'est pas plus cher, ou alors pas beaucoup, que de payer pour des choses qui seraient faites en Chine», ajoute son partenaire.

Trouver l'équilibre

Tous ces choix, s'ils respectent les valeurs du couple, ne sont pas sans défis et demandent parfois de la patience, certaines étapes prenant plus de temps que d'autres. «Par exemple, réutiliser certaines parties du bois pour d'autres endroits de l'église, ce sont de belles idées, mais cela peut se révéler être un véritable casse-tête dans la pratique. [...] On réalise qu'on n'est pas en contrôle et que certaines choses, indépendantes de nous, peuvent prendre du retard», analyse Kim Olson. Pour Yves, tout est une question d'équilibre: «Les

choses doivent avancer, car on vit et on travaille là, mais en même temps, on essayait d'utiliser le maximum de choses qui avaient le moins d'impact.»

Ils ne regrettent en rien d'avoir pris le temps de chercher des solutions locales ou de récupération, et en sont aujourd'hui presque aux finitions. «Si on n'avait pas fait appel aux artistes du coin, on aurait eu un résultat complètement différent, qui n'aurait pas été aussi joli et intéressant», admet la Nouvelle-Écossaise.

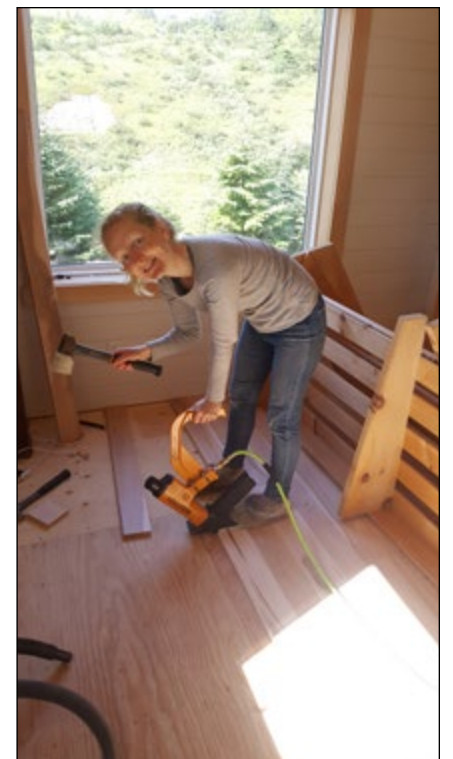
En contrepartie, leur présence et leur projet dynamisent l'économie de la petite localité à l'année et permettent de préserver cet édifice religieux et son histoire. «Les gens de la communauté sont assez heureux d'avoir des personnes qui ont racheté cet endroit-là pour en faire une maison. [...]», fait valoir Yves Thériault. Cent ans plus tôt, qui aurait pu en effet deviner que l'église serait transformée en une habitation chaleureuse par un Québécois et une Nouvelle-Écossaise? Les voies du Seigneur sont réellement impénétrables.



Après sa journée de télétravail, Yves se met...au travail de rénovation pour avancer sur les branchements pour l'électricité: «Le travail pour l'électricité a été fait en majorité par nous deux, tout devait être finalisé rapidement pour fermer les murs.»



S'il a fallu changer une partie du revêtement extérieur, pour cause de contreplaqué pourri, le couple a essayé de dénaturer l'extérieur le moins possible.



Réparer, sabler, couper: Kim (sur la photo) et Yves ont essayé de garder un maximum le bois d'origine de l'église.

Un programme de rabais pour stimuler l'économie

Pour leur projet de rénovation d'église, Yves Thériault et Kim Olson ont pu bénéficier d'une remise de la province dans le cadre du Programme de remise pour la construction résidentielle (*The Residential Construction Rebate Program*). Mis en place en juin 2020, ce programme a pour objectif de permettre «aux propriétaires d'économiser de l'argent sur les projets de construction et de rénovation, tout en contribuant à stimuler l'économie et l'emploi dans l'industrie de la construction de la province» peut-on lire sur le site Internet du gouverne-

ment. Les personnes ayant contracté un projet entre juin et août 2020 pouvaient ainsi faire une demande pour un remboursement de 10 000\$ sur la construction d'une nouvelle maison ou pour une remise de 25% des coûts liés à un projet de rénovation d'une résidence principale.

Au 27 septembre 2021, environ 10 300 demandes avaient été approuvées pour ce programme, et pour 7 600 d'entre elles, les demandeurs avaient déjà reçu un paiement pour les travaux de construction effec-

tués. Interrogé au sujet des églises protégées (voir en page 10), Michael Philpott, l'agent chargé d'accorder les subventions et les désignations à la Heritage Foundation of Newfoundland & Labrador (Heritage NL), faisait remarquer que les contractants en construction de la province font face à beaucoup de demandes de projets en raison de ce programme de rabais, et ce, bien que les prix des matériaux aient explosé pendant la pandémie. «Tous les entrepreneurs à qui j'ai parlé étaient très occupés», dit-il

DEVENIR UNE STRUCTURE PATRIMONIALE ENREGISTRÉE

Pour l'instant, bien que vieille d'une centaine d'années, l'église rénovée par Kim Olson et Yves Thériault n'a pas de désignation officielle en tant que structure patrimoniale enregistrée (*registered heritage structure* en anglais). Michael Philpott, agent à la fondation patrimoniale à but non lucratif de la province, la Heritage Foundation of Newfoundland & Labrador (Heritage NL), nous en dit plus à ce sujet.

«On va voir dans le futur avec Heritage NL, [...] il y avait d'autres priorités avant de chercher cette désignation!», précise Kim Olson. Cette désignation permet aux propriétaires d'édifice qui la reçoivent de bénéficier de subventions de la part de la Heritage NL tant pour la restauration que pour l'entretien continu du bâtiment.

Selon Michael Philpott, agent à Heritage NL, tout propriétaire de bâtiment peut faire une demande de désignation qui sera alors examinée par un comité du conseil de Heritage NL. «On regarde l'âge du bâtiment, la forme, les signes architecturaux, l'importance historique et culturelle, mais aussi qui y a vécu, comment il a été utilisé, qui l'a construit, si des histoires de la communauté y sont rattachées, ou encore si c'était un espace important dans la communauté. Ça aide si l'édifice fait partie d'un paysage historique, c'est-à-dire s'il y a des éléments historiques, une *root cellar* (caveau à légumes typiquement terre-neuvien) par exemple, qui peuvent contribuer à l'expérience autour du bâtiment.»

Selon lui, sur 400 structures désignées comme structure patrimoniale par Heritage NL, environ 46 sont des églises ou des bâtiments religieux – chapelles, couvents, presbytères –, ce qui représente environ 14% des dési-

gnations totales. «Un quart d'entre elles appartiennent à des groupes communautaires ou à des municipalités, essentiellement pour des utilisations communautaires ou à but non lucratif. Seulement 10% sont possédées par des propriétaires privés», indique l'agent.

Parmi cette quarantaine d'églises, les deux tiers d'entre elles sont encore utilisées pour leur fonction première aujourd'hui. «Certaines sont plus utilisées que d'autres, qui ne le sont que de façon ponctuelle pour les mariages et ce genre de choses», précise Michael Philpott.

Apprendre à restaurer

En plus d'une trousse à outils créée il y a quelques années pour aider les personnes intéressées à approcher le travail de restauration, Heritage NL offre une série de formations et d'ateliers destinés à enseigner des compétences en restauration spécifiques. «Beaucoup de ces compétences peuvent s'appliquer à la restauration d'églises, comme nos ateliers de confection de bardages en bois (*clapboarding*), de réparation du bois, ou réparation des fenêtres traditionnelles», souligne M. Philpott.



Lors de l'atelier de restauration de fenêtres en bois animé par Rex Passion (sur la photo), les participants ont appris à démonter ce type de fenêtre, à réparer chaque partie, pour ensuite les remonter et faire le vitrage. Photo : Heritage NL

Il mentionne en exemple le dernier atelier en date organisé en septembre à Torbay, autour de la restauration des fenêtres en bois. «Les fenêtres en bois ont ceci de particulier qu'elles peuvent être démontées et remplacées pièce par pièce, contrairement à la plupart des fenêtres modernes», commente Michael Philpott.

L'agent encourage en tout cas toutes les personnes propriétaires de bâtiments à contacter Heritage NL pour toute question liée à la restauration du patrimoine ou encore s'ils cherchent des guides ou des indications générales en termes de rénovation d'un bâtiment historique.

RÉPERTOIRIER ET EXPLORER LA DEUXIÈME VIE DES LIEUX DE CULTES

Le point commun entre une chambre d'hôte à Trepassey, une salle d'entraînement de cirque à Québec, une microbrasserie à Orlando, une salle d'escalade en Écosse et un théâtre à Sydney en Nouvelle-Écosse? Avant d'être transformés et de changer de vocation, tous ces bâtiments étaient d'anciennes églises utilisées à des fins religieuses. Ils sont aujourd'hui répertoriés sur le portail *After Church Atlas*, un projet de recherche initié en juillet 2019 par deux chercheurs de l'Université Memorial (MUN).



Sur le portail *After Church Atlas*, on peut découvrir les lieux de cultes en cliquant sur la carte ou selon leur classement par type de transformation (lieux culturels, microbrasseries, centres communautaires, etc.). Photo: Capture d'écran (Coline Tisserand)

Sur le site de cette plateforme, on peut naviguer sur une carte interactive pour découvrir des centaines de lieux de culture du monde entier et en lire plus sur leurs transformations. Dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, dix-huit églises sont pour l'instant répertoriées.

Ce projet de recherche interdisciplinaire et collaboratif est né de la rencontre et des discussions entre Barry Stephenson, professeur associé au département des études religieuses de MUN, et Nicholas Lynch, professeur adjoint en géographie à MUN.

Ce dernier, qui a fait son doctorat sur la fermeture et la restauration d'églises à Toronto, a découvert d'autres projets urbains de recherches présentés sous forme d'atlas, une forme qui l'a inspiré. «J'ai commencé à penser à me demander à quoi cela ressemblerait de collecter et de documenter la fermeture et la réutilisation des églises dans une sorte de portail multimédia... Parce qu'il y en a beaucoup, et qu'il y a tellement de types différents dans le monde entier!», explique-t-il.

Un outil polyvalent et puissant

Le projet pilote est lancé en 2019, et l'apprentissage autour de la gestion des données et de l'atlas se fait sur le tas. Ils se rendent rapidement compte du potentiel intéressant et puissant de ce répertoire, que ce soit comme outil

de recherche dans le milieu académique, mais aussi, selon M. Lynch, «en tant qu'outil pour le grand public et les différentes parties prenantes, comme les groupes de défense du patrimoine, ou les groupes religieux». Il souligne que c'est un outil polyvalent très puissant.

Ainsi, l'atlas fonctionne avec la technique du «crowdsourcing». Le public est invité à soumettre au portail toutes sortes d'informations – photos, les histoires, les récits, les vidéos – pour documenter les deuxièmes vies des anciens lieux de cultes. «Nous demandons à tout le monde du public de contribuer, parce qu'évidemment, dans le cas de la fermeture d'une église – et pas seulement les églises chrétiennes, mais tout autre lieu de culte –, il y en a tellement que nous ne pouvons pas faire toutes ces recherches du jour au lendemain, cela prendrait toute une vie pour les documenter!», explique le chercheur en géographie. Les contributions sont ensuite reçues et vérifiées par les chercheurs avant d'être ajoutées dans l'atlas.

Préserver la mémoire des lieux et des communautés

Selon Nicholas Lynch, de nombreuses raisons justifient l'importance de documenter ces fermetures et ces transformations d'églises. D'un point de vue académique, plus ce phénomène est documenté, mieux les

chercheurs peuvent commencer à voir des relations et à créer des liens entre les différentes fermetures à travers l'espace et le temps, et sur différentes échelles (régional, provincial, national et international).

Ces données permettent également de découvrir de nouvelles formes de réutilisation d'églises (en bar, en salle d'escalade par exemple) qui viennent enrichir et agrandir la typologie des recherches faites dans le domaine.

Enfin, le chercheur souligne que de nombreux édifices religieux sont détruits et disparaissent sans forcément laisser de traces. Cet outil a donc une fonction, non négligeable, d'archivage. «Il permet de protéger la mémoire de ce [type de] bâtiment et de protéger la mémoire des personnes qui l'ont utilisé, d'un point de vue religieux, mais aussi d'un point de vue communautaire, puisqu'on sait que de nombreuses églises servaient de lieux de rassemblement social, comme c'est le cas à Terre-Neuve.»

Créer un «atlas croissant, vivant et évolutif»

Après cette première phase de projet pilote, l'objectif est désormais d'améliorer l'atlas, notamment en migrant les données sur un logiciel de cartographie plus dynamique et plus robuste, et en facilitant la manière de contribuer au portail. «On veut notamment créer un espace pour que les collaborateurs et collaboratrices issus du milieu académique puissent discuter entre eux. On veut aussi créer une plateforme "au-dessus" d'*After Church Atlas*; une sorte de méta-atlas qui capturerait n'importe quelle forme de fermeture et de réutilisation d'autres types de bâtiments. Je pense à la fermeture des espaces agricoles ou des espaces pétroliers par exemple», indique Nicholas Lynch.

Mais pour l'instant, la priorité est de se concentrer sur l'amélioration du portail déjà existant. «L'idée est que sur le long terme, on réussisse à créer de manière efficace une sorte d'atlas croissant, vivant et évolutif», résume Nicholas Lynch.

Pour découvrir le projet et explorer la carte interactive, rendez-vous sur <https://afterchurchatlas.org/>.

Facebook: la compagnie de tabac des années 2020?

Effets nocifs du produit. Recherches scientifiques dissimulées par la compagnie qui est derrière ce produit.

Jusqu'où les parallèles entre Facebook et les compagnies de tabac vont-ils conduire ?

Pascal Lapointe
AGENCE SCIENCE-PRESSE

Toute comparaison a ses limites, mais les révélations des dernières semaines autour de Facebook semblent avoir ouvert les vannes: chez les élus des deux partis politiques américains tout comme dans les médias de toutes tendances, les critiques indignées pleuvent cette semaine sur la plateforme. Alimentées en partie par le fait que ces révélations contiennent un facteur inédit: selon l'analyse du magazine Vox, jamais un lanceur d'alerte n'était arrivé avec autant de documents appuyant ses dires.

Il y a un mois, le *Wall Street Journal* publiait un reportage en cinq parties — appuyé sur des dizaines de milliers de pages de ces documents internes — portant sur ce que savait la compagnie sur son rôle dans la dissémination des fausses nouvelles sur les vaccins, sur les effets d'Instagram sur la santé mentale des adolescentes, ou sur l'utilisation que font de la plateforme des groupes criminels.

La lanceuse d'alerte, qui était alors anonyme, est sortie de l'ombre dimanche, dans une entrevue à l'émission d'information *60 minutes*: Frances Haugen, analyste des données qui a travaillé chez Facebook pendant deux ans, jusqu'en mai dernier, y parle d'une culture délibérée de mensonge et de dissimulation, chaque fois que la plateforme tente de minimiser son rôle dans la propagation de propos haineux ou violents, mensonges

ou carrément dangereux pour la démocratie ou pour la santé publique.

«Lorsque nous vivons dans un environnement informationnel qui est rempli de colère, de haine, de contenus polarisants, ça érode notre confiance civique, notre foi envers les autres, notre capacité à se soucier des autres. La version de Facebook qui existe aujourd'hui déchire nos sociétés et cause des violences ethniques à travers le monde.»

Et s'il en est ainsi, c'est parce que les contenus polarisants sont plus lucratifs, poursuivait-elle sur *60 minutes*: «Facebook a réalisé que s'ils changent l'algorithme pour le rendre plus sécuritaire, les gens vont passer moins de temps sur le site, ils cliqueront sur moins de publicités, et [la compagnie] va faire moins d'argent.»

Facebook avait répliqué le mois dernier aux reportages du *Wall Street Journal* en les accusant de contenir de nombreuses «interprétations erronées». Depuis, les discussions vont bon train dans les médias spécialisés sur la portée qu'auront ces révélations, notamment au niveau politique.

Mardi, Haugen apparaissait devant la Commission du commerce du Sénat, qui pourrait être la première étape d'une éventuelle législation encadrant les réseaux sociaux. «Lorsque nous avons réalisé, a-t-elle raconté, que les compagnies de tabac dissimulaient leurs torts, le gouvernement a dû agir. Lorsque nous avons réalisé que les automobiles étaient plus sécuritaires avec des ceintures de sécurité, le gouvernement a dû agir.»

Quel lien entre la cigarette et Facebook ?

Le parallèle avec les cigarettiers est avancé depuis longtemps par des militants, des universitaires et des élus, pour qui Facebook est «nocif» et crée une «dépendance» chez ses usagers. Mais le parallèle s'enrichit à présent d'un élément plus troublant: des études réalisées par la compagnie elle-même.

Comme les procès du tabac l'avaient démontré dans les années 1980, les compagnies de tabac savaient que leur produit était nocif depuis les années 1950, grâce à leurs propres recherches scientifiques — et elles avaient délibérément caché ces informations à leurs actionnaires, aux fumeurs et au public en général. Même si Facebook n'a pas une aussi longue histoire derrière elle, elle se retrouve à présent obligée d'expliquer ce qu'elle savait sur les torts qu'elle cause, et depuis combien de temps elle le savait. Par exemple:

- en dépit de ses affirmations répétées à l'effet qu'un grand nombre d'informations fausses sur les vaccins auraient été retirées de la plateforme, cela ne représenterait que de 10 à 15% des messages en question;
- bien que la compagnie ait modifié la programmation de ses fils de nouvelles à l'approche des élections américaines de 2020, afin de diminuer la désinformation, immédiatement après l'élection, elle a ramené le tout à ce que c'était avant.

Dans les documents soumis, on trouve des messages internes d'employés qui s'inquiètent du rôle que cela aurait pu avoir dans l'insurrection du 6 janvier à Washington;

- à ce sujet, une étude interne révèle qu'il a suffi d'une semaine pour que l'algorithme recommande du contenu QAnon à des nouveaux comptes créés à seule fin de cliquer sur des contenus campés à droite, mais «vérifiés» (Fox News, Trump, etc.);
- la pression des pairs sur Instagram amplifierait les problèmes de santé mentale des adolescentes, au point où, selon une étude interne, 13,5 % d'entre elles auraient attribué leurs pensées suicidaires à la plateforme de photos, et 17 %, leurs troubles alimentaires. C'est cette dernière révélation qui avait entraîné la convocation de Frances Haugen à cette audience du Sénat. Et Facebook avait refusé de soumettre cette étude aux élus américains qui en avaient fait la requête, lors d'une audience en mars.

La panne générale de Facebook, d'Instagram et de WhatsApp — qui font partie de la même compagnie — survenue lundi n'a pas manqué d'être utilisée par les critiques de longue date de la compagnie, et par Mme Haugen devant les sénateurs: «pendant plus de cinq heures, Facebook n'a pas été utilisée pour grossir les divisions, déstabiliser des démocraties et amener les femmes et les jeunes filles à se sentir mal à propos de leurs corps.»

Manger de la soupe fait grandir ? Ça dépend.

«Finis ta soupe si tu veux devenir grand», disait peut-être votre mère. La soupe a-t-elle vraiment un effet sur la taille? En ce début d'automne et des bonnes soupes chaudes qui mijotent sur le feu,

Le Détecteur de rumeurs a vérifié ce qu'en dit la science.

Catherine Crépeau
AGENCE SCIENCE-PRESSE

Il faut d'abord se rappeler qu'indépendamment de ce qu'on mange, dès la naissance, nos os gagnent quelques centimètres par année, à un rythme qui varie selon l'âge. Et à la fin de la puberté, la partie des os longs (fémur, radius...) constituée de cartilage de croissance va se calcifier et se souder: nous cessons de grandir — là encore, peu importe notre alimentation ou notre mode vie. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale, en France, estime que la période de croissance s'arrête vers l'âge de 14-16 ans chez les filles, et de 16-17 ans chez les garçons.

Il faut aussi se rappeler que le bagage génétique joue un rôle prépondérant dans la croissance. Selon certaines recherches, la génétique contribue à au moins 80% de la taille qu'atteint une personne, voire 90%.

Mais d'autres facteurs comme le sommeil, l'exercice et les maladies, sont également importants. Ainsi que, bien sûr,



Photo: Pixnio

la nutrition. Une alimentation équilibrée est le facteur qui affecte le plus la taille, selon une étude de 2016 comparant des jumeaux de 20 pays; elle jouerait un rôle essentiel dans la croissance et le développement pendant l'enfance, selon une étude sud-coréenne de 2018.

À l'inverse, on constate que la malnutrition a des effets dévastateurs sur la croissance de l'enfant et sur sa taille à l'âge adulte. La Société canadienne de pédiatrie précise, dans un avis publié en 2020, qu'un apport calorique insuffisant chez un enfant qui, autrement,

était en santé, constitue la principale cause de retard de croissance.

Certaines vitamines et certains minéraux contribuent particulièrement à la croissance. C'est le cas du calcium, de la vitamine D, du magnésium et du zinc qu'on trouve dans une alimentation équilibrée constituée de fruits, de légumes, de produits laitiers, de céréales de grains entiers, etc.

Mais qu'en est-il de la soupe dans tout cela? Ce sont plutôt ses ingrédients qu'il faut examiner. Si elle ne contient que des

légumes, elle ne sera pas suffisante pour assurer la croissance de l'enfant, selon les diététiciens du Centre de recherche et d'information nutritionnelles, en France, qui ont eux aussi répondu à cette question sur la soupe qui ferait grandir. Autrement dit, la logique d'une alimentation équilibrée dotée d'un apport en calories suffisant s'applique ici aussi, et non le fait de servir ces calories sous forme d'une soupe ou d'aliments «solides».

L'avantage est peut-être ailleurs: plusieurs parents auront constaté que les enfants mangent plus facilement des légumes lorsque ceux-ci se trouvent dans la soupe plutôt que dans l'assiette... En fait, des psychologues américains avaient même conclu en 2006 que les enfants mangent davantage lorsqu'ils ne sont pas obligés de le faire...

VERDICT

La soupe fait partie d'une alimentation équilibrée, lorsque constituée d'ingrédients nutritifs, mais elle ne suffit certainement pas à faire grandir les enfants. La génétique joue pour cela un rôle beaucoup plus important.

Justice en français: défendre les droits des francophones

Le 27 septembre 2019, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) lançait son Réseau Justice en français. Deux ans après sa création, quel est le chemin parcouru en matière de services judiciaires accessibles en français dans la province? Le Gaboteur a discuté avec Étienne Vuillaume, coordinateur du Réseau, pour en savoir plus.

Liz Fagan

Offrir des services et de l'information juridique en français: c'est la vocation du Réseau Justice en français créé par la FFTNL. «Le Réseau Justice est là pour

donner confiance dans les droits des francophones de la province. Plus on prend confiance, plus on trouve les mots pour le dire», souligne Étienne Vuillaume, le coordinateur du réseau.

Depuis sa création il y a deux ans, le Réseau Justice a réussi à rendre

plus accessible et plus visible un bon nombre de services juridiques disponibles en français, notamment avec la création d'un répertoire de contacts judiciaires. Ce dernier liste le nom et le contact des juristes - juges de paix, notaires publics ou encore avocats - capables d'exercer en français à Terre-Neuve-et-Labrador.

Selon M. Vuillaume, le Réseau essaie de mettre à la disposition des francophones de la province l'ensemble des informations dont ils ont besoin pour mieux comprendre le système de justice de Terre-Neuve-et-Labrador et du Canada. Le Réseau partage des informations utiles au quotidien, qu'il soit question de droits au logement, de droits de la famille, ou encore lorsque se présentent des situations de harcèlement sur sa page Internet et sur les réseaux sociaux, mais aussi lors de séances d'information gratuites.

Ainsi, après 18 mois d'interruption en raison de la pandémie, des séances d'informations gratuites sur le droit de la famille reprendront virtuellement le 20 octobre prochain. «Ces séances de 2 heures et demie sont conçues pour les personnes, avec ou sans avocat, qui cherchent à obtenir plus d'informations sur les procédures en matière de droit de la famille à la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador - Division de la famille», peut-on lire

sur l'infolettre du Réseau Justice en français.

Mieux faire connaître la CDPTNL aux francophones

Une avancée notable pour les francophones de la province est la création et la publication officielle d'un logo en français pour la Commission des droits de la personne à Terre-Neuve-et-Labrador (la CDPTNL). C'est cette commission gouvernementale indépendante qui gère toutes les questions et les conflits liés à la discrimination et au harcèlement dans la province.

La CDPTNL, nous dit le coordinateur du Réseau Justice, est un organisme gouvernemental qui a autant d'importance que les autres commissions, mais qui n'est pas forcément bien connu du public. «C'est pour cette raison que nous, au Réseau Justice, essayons d'en parler autant. Parce que c'est une commission qui n'est pas connue au sens de tribunal.[...] Si ces informations [pour poser des plaintes en cas de discrimination ou de harcèlement] ne vous sont pas disponibles, vous avez presque à gérer ces situations par vous-mêmes, ce qui est loin d'être l'idéal», constate Étienne Vuillaume.

Bien que son site Internet ne soit pas encore bilingue, la CDPTNL a mis à disposition début sep-



Étienne Vuillaume est le coordinateur du Réseau Justice en français de la FFTNL. Photo: Courtoisie Étienne Vuillaume

tembre deux documents en français expliquant en détail le processus et les conditions pour déposer des plaintes à la commission.

De son côté, en plus de ses services d'informations, le Réseau Justice développe présentement une nouvelle application qui visera à aider les aînés à se protéger contre les abus et la fraude. L'application, qui devrait être disponible en 2022, aura un système d'envoi et de réception de notifications sur les arnaques.

Souhaitez-vous contacter le Réseau Justice? Sachez que votre correspondance demeurera anonyme: justice@fftnl.ca ou 709-800-6200. Pour suivre les mises à jour et les informations du Réseau, vous pouvez vous abonner à son infolettre.

JEU N° 579

SUDOKU

4								2
					4			
	2		8			5	7	
		1				2		
7	5					1	4	
		6		9				
6				1	5	9		
9					2			
	1		7					8

NIVEAU : INTERMÉDIAIRE

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

RÉPONSE DU JEU N° 579

8	9	7	6	8	7	2	1	9
9	1	2	2	8	9	7	8	6
2	8	6	5	1	4	7	8	9
7	5	8	8	6	1	9	4	2
8	7	1	9	2	8	8	5	7
9	8	2	7	7	1	1	6	8
4	7	5	8	9	8	8	2	1
1	6	9	4	5	2	8	7	8
8	2	8	7	1	7	6	9	4



223-233 rue Duckworth - suite 206
St. John's, TNL, A1C 1G8

(709) 753-9585 | www.gaboteur.ca

AVIS DE CONVOCATION

37e Assemblée générale annuelle

Le mardi 26 octobre à 19h
Par visioconférence

Le journal **Le Gaboteur** est publié par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC. Toute personne qui a un abonnement en règle au journal et qui réside à Terre-Neuve-et-Labrador ou qui paie une cotisation annuelle de 20\$ en est membre et pourra exercer un droit de vote lors de l'assemblée générale. Il est possible d'acheter un abonnement ou de devenir membre en contactant info@gaboteur.ca.

Bienvenue à toutes et à tous.

ORDRE DU JOUR

- Mot de bienvenue
- Appel des membres
- Nomination d'une présidence d'assemblée
- Nomination d'un secrétariat d'assemblée
- Lecture et adoption de l'ordre du jour
- Présentation et adoption du procès-verbal de la 36e assemblée générale annuelle
- Présentation et adoption du rapport annuel
 - Rapport sur les activités 2020-2021
 - Adoption des états financiers au 31 mars 2021
 - Nomination de la firme comptable pour l'exercice 2021-2022
- Élections
 - Nomination d'une présidence d'élections
 - Nomination d'un secrétariat d'élections
 - Mises en nomination et élections
 - Présidence
 - Vice-présidence
 - Conseiller (1 poste)
 - Présentation du nouveau Conseil d'administration
- Varia — période de questions
- Date et lieu de la 38e assemblée générale annuelle
- Levée de l'assemblée

À L'AGENDA COMMUNAUTAIRE

Rose Avoine-Dalton

PROVINCIAL

Du 18 au 31 octobre

Folk Festival d'automne. Après un festival à capacité réduite cet été, le Newfoundland and Labrador Folk Arts Society propose une suite musicale au festival folk de cet été. La 45e édition du festival se poursuit en virtuel cet automne à travers cinq épisodes portant chacun sur un thème différent, soit les chansons, les cordes, la danse, l'accordéon et les percussions. Un épisode supplémentaire sera également destiné aux enfants. La série, créée notamment en partenariat avec Le Réseau Culturel Francophone de Terre-Neuve-et-Labrador, sera diffusée gratuitement en ligne sur le site web (<https://nlfolk.com/>) et la chaîne YouTube de la Newfoundland and Labrador Folk Arts Society du 18 au 31 octobre 2021.

20 octobre

Salon d'emploi virtuel. Vous cherchez un emploi? Le Réseau de développement économique et d'employabilité de la province (RDÉE TNL) vous offre l'opportunité de parler et d'échanger avec des employeurs de partout au Canada lors d'un salon virtuel. Il se déroulera le 20 octobre de 10h30 à 20h30 en ligne. Pour le formulaire d'inscription, visitez <https://www.emploisauCanada.com/inscription-candidats-sve2021/>

Jusqu'au 15 novembre

Concours de bande dessinée. Attention jeune bédéiste, le Centre de la Francophonie des Amériques propose 10 000\$ en prix pour leur concours de bandes dessinées. Les participants sont invités à créer une planche (ou deux) d'une bande dessinée qui raconte une aventure se déroulant dans les Amériques. Le concours est ouvert aux jeunes de 10 à 18 ans. Pour plus de détails, rendez-vous sur <https://francophoniedesamericas.com/>

Jusqu'au 17 novembre

Concours Artistique et Littéraire 2022. Appel aux artistes de tous les âges! Les soumissions sont ouvertes pour les catégories d'arts visuels, musique, multimédia numériques, littérature et... littérature en français! Pour plus d'information, visitez la page du gouvernement provincial à gov.nl.ca/tcar/artshéritage/culture/arts-and-letters-program/

Du 1er au 12 novembre 2021

Festival Jeunesse de l'Acadie (FJA). Ce festival rassemble chaque année des jeunes des toutes les provinces atlantiques qui ont entre 12 et 18 ans pour participer à des ateliers et des activités sur l'art, la culture, le leadership, entre autres. Cette année, le festival sera virtuel et se déroulera en deux parties: la première, en novembre, consistera en la création du campus de l'Acadie. Pour en savoir plus et pour vous inscrire, rendez-vous sur la site internet de la Société Nationale de l'Acadie (SNA).

LABRADOR

Tous les mardis

Cours d'anglais. Cet automne, l'association Francophone du Labrador offre un programme de cours d'anglais pour adultes, peu importe le niveau de maîtrise! La session se déroule durant 8 semaines à partir du 19 octobre, et chaque cours dure deux heures. Le prix est de 80\$ pour la session pour les membres et de 160\$ pour les non-membres. Pour s'inscrire, visitez <https://afl.s1.yapla.com/fr/event-25871>

CÔTE OUEST

Jusqu'au 29 octobre

Concours photo. Sortez vos caméras et prenez des photos qui correspondent au thème «Photos d'automne dans l'ouest de Terre-Neuve». Les trois photos avec les plus de mentions «J'aime» sur la page Facebook du Coin Franco gagneront et seront récompensées! Envoyez votre meilleure photo (1 seule photo par participant, avec le lieu et la date de la photo) à l'adresse courriel suivante: lecoinfranco@fftnl.ca. Résultat à suivre...

Tous les jeudis

Cours de peinture. Vous aimez peindre? Ou peut-être que vous voulez apprendre? Chaque jeudi à 19h00, l'artiste Michael Lainey vous invite au Centre scolaire et communautaire Sainte-Anne pour un cours de peinture. Pour s'inscrire, appelez au 709-721-0938.

ST. JOHN'S

Tous les mercredis

Pop-up p'tits poussins au parc. L'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ) invite les enfants de 0 à 4 ans (et leurs parents!) à jouer en plein air. Habillez-vous en fonction de la météo et rendez-vous au terrain de jeu de Pippy Park, de 9h00 à 11h30! Pour vous inscrire et pour plus d'information, contactez jeunesse@acfsj.ca ou (709) 726-4900.

Les mercredis et dimanches

Sport en français. Envie de rester en bonne forme physique tout en socialisant en français? L'ACFSJ invite les personnes de plus de 16 ans à faire de l'exercice en français au Centre des Grands-Vents. Tous les mercredis de 18h30 à 20h30, place au badminton, et les dimanches de 11h à 13h, on sort le ballon pour le soccer! Les activités, gratuites pour les membres, sont ouvertes aux non-membres sur inscription. Chaussures de sport d'intérieur obligatoires. Pour vous inscrire à l'un de ces sports, rendez-vous sur le site internet de l'ACFSJ.

21 au 23 octobre

Le Festival du Vent 2021. Journée familiale, soirée bingo, atelier, films, et plus, participez à la célébration annuelle de la culture francophone et des artistes locaux avec l'ACFSJ! Les places sont limitées et l'inscription est obligatoire pour chaque événement, donc faite vite! Les membres de l'association profiteront de prix d'inscription réduits, pour plus d'informations et pour s'inscrire, visitez le site internet de l'ACFSJ.

Si un événement en français est passé sous notre radar ou si vous souhaitez que votre activité figure dans l'agenda communautaire du Gaboteur, contactez-nous à info@gaboteur.ca. L'agenda communautaire virtuel est régulièrement mis à jour: www.gaboteur.ca/evenements/

Où fêter l'Halloween en français cette année?

Association francophone du Labrador

Fêtez l'Halloween au parc intérieur le 31 octobre, de 15h30 à 17h30! Venez costumés pour le concours de costume, en plus d'une collation et des bonbons bien sûr! Pour les artistes, il y aura aussi un concours de dessin. Cette activité est ouverte pour les membres seulement, pour plus d'information, appelez le 709-944-6600, inscrivez-vous à <https://afl.s1.yapla.com/fr/event-25776>

Chez les Français à l'Anse-à-Canards

Préparez vos costumes, le Centre scolaire et communautaire de Sainte-Anne vous propose une danse d'Halloween! Samedi 30 octobre, soyez prêts à veiller tard, car la fête dure de 22h à 2h du matin. Le coût d'entrée est de 5\$ et il y aura un service de bar pour les adultes. La soirée inclura aussi un concours de costumes, avec 300\$, 150\$ et 50\$ à gagner pour les 1re, 2e et 3e places! Pour plus d'informations, visitez facebook.com/portaupertinfo

Association communautaire francophone de Saint-Jean

L'ACFSJ vous offrira l'occasion de fêter Halloween dans la capitale! Détails à venir, pour l'information sur la programmation, visitez facebook.com/ACFSJ.

C'est le temps des AGA !

Qui dit début de l'automne dit aussi temps des assemblées générales annuelles pour les organismes francophones.

Assemblée générale de l'AFL: L'association francophone du Labrador vient tout juste de tenir son assemblée, en présentiel, le jour du lancement de sa programmation officielle. Le bilan de cette rencontre sera disponible dans la prochaine édition du *Gaboteur*.

Assemblée générale du RDÉE TNL: Le Réseau de développement économique de la province tiendra son assemblée générale annuelle le **jeudi 4 novembre 2021**, en ligne via Zoom. Pour plus de renseignements pour accéder à la visioconférence, contactez le directeur général Diego Toledo à dg@rdeetnl.ca.

Assemblée générale de la FFTNL: L'AGA de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador aura lieu le **6 novembre** prochain, à 14h. L'assemblée aura lieu en visioconférence, les informations pour se connecter seront communiquées par la Fédération prochainement. Des élections auront lieu pour le poste de présidence et de vice-présidence. Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature au plus tard le 5 novembre à comite-candidatures@fftnl.ca. Pour plus d'informations, contactez le directeur général, Gaël Corbineau (gael.corbineau@fftnl.ca ou (709) 800-6200)

Assemblée générale du CSFP: Le conseil scolaire francophone tiendra son assemblée générale par visioconférence le **27 novembre** de 13h à 14h. Pour plus de renseignements, contactez l'agent de communication, Daniel Taïeb (communications@csfp.nl.ca ou (709).693.2278) (CT)

SUITE DE LA PAGE 3

Inquiétudes des résidents

Howard Farrell, résident dans la vallée de Codroy, s'inquiète au sujet de ce modèle. Cet enseignant à la retraite n'est pas convaincu des avantages que la régionalisation pourrait offrir à sa communauté.

«Que peut faire pour nous un gouvernement régional? Nous avons nos propres fosses septiques, notre eau et nos routes, payées par les impôts sur le revenu des particuliers. Les conseils municipaux ne peuvent pas entretenir leurs propres routes. Alors, pourquoi nous imposer une autre charge et un conseil municipal qui existe déjà? [...]»

M. Farrell souligne également que si les gens ne peuvent pas payer les augmentations de tarifs d'électricité liées au projet Muskrat Falls, ils ne peuvent certainement pas payer les coûts supplémentaires de la régionalisation. Selon lui, appliquer ce modèle signifie ajouter plus de taxes, ce qui affectera en premier lieu les personnes à faible revenu et les personnes âgées. Avant la mise en place de ce système de régionalisation, il aimerait d'ailleurs que les populations concernées puissent s'exprimer par référendum, au lieu d'être simplement consultées par divers moyens, comme des questionnaires sur Internet.

«Je pense qu'il faut laisser les choses telles qu'elles sont pour éviter de monter les voisins les uns contre les autres et éviter une future révolte dans cette province, et ce pays, comme cela existe dans d'autres pays [...]», a déclaré M. Farrell.

M. Farrell souligne que ce n'est pas la première fois que la vallée de Codroy s'oppose à ce projet de régionalisation. «Ce projet gouvernemental n'a jamais cessé d'exister. Au début des années 1970, ils ont essayé de se réunir à l'école Belanger Memorial School pour obtenir un conseil municipal ici et croyez-moi, ça a failli en arriver aux poings! [...] Et ils ont essayé en 2017. Même chose. Les gens n'en veulent pas, c'est aussi simple

que ça, et si vous les poussez assez fort, ils vont riposter.»

Avantages ou inconvénients?

«Lorsque je parle aux gens dans la région, certaines personnes sont très opposées à cela», observe Scott Reid, député de St. George's-Humber. «Ils ne veulent rien avoir à faire avec le gouvernement. Ils voient cela comme plus de taxes pour eux, et ils ne voient pas vrai-



Howard Farrell craint que la régionalisation augmente ses impôts. Photo: Rosalyn Roy

ment les avantages. Par contre, d'autres personnes à qui j'ai parlé voient certains avantages en termes de structure et des différents services offerts, et la possibilité de profiter de certains programmes gouvernementaux.»

Selon lui, en ce qui concerne les services d'urgence, comme les ambulances, la régionalisation permettrait d'offrir des services plus efficaces, en imposant l'inscription d'adresses civiques adéquates sur les maisons et autres bâtiments. Il croit éga-

lement qu'un niveau de gouvernement plus proche des citoyens permettrait une plus grande participation et efficacité.

«Je pense que si vous avez un gouvernement plus proche des gens, vous avez un meilleur contrôle quant aux services offerts [...]. Dans les grandes régions, il y a moins de contrôle local et peut-être moins d'efficacité dans les systèmes. Ce sont des domaines dans lesquels les habitants de la région doivent avoir leur mot à dire.»

Rassembler pour trouver des solutions actuelles

Pour Andrew Parsons, député de Burgeo-La Poile, la régionalisation a pour but de rassembler les communautés pour résoudre ensemble des problèmes. «Quand je regarde ce concept, je le vois comme un moyen de trouver des groupes ou des communautés qui peuvent travailler ensemble pour accomplir des choses qu'il ne serait pas possible de faire séparément. Il suffit de regarder dans d'autres

endroits, comme en Nouvelle-Écosse, où ils ont fait des comtés.»

M. Parsons fait également remarquer que la régionalisation se fait à Terre-Neuve depuis des décennies, sous une forme ou une autre. «Quand je regarde le secteur dont je suis responsable, nous avons eu différentes sortes de modèles régionaux ou de groupes de travail régionaux pour divers problèmes depuis un certain temps. Je regarde la gestion des déchets. C'est quelque chose qui est fait au niveau régional depuis un certain temps. Je regarde les soins de santé. À bien des égards, c'est fait au niveau régional.»

Il comprend cependant les inquiétudes liées à l'identité communautaire. «Je pense que les gens sont prudents face à ce concept, parce qu'ils le voient généralement comme une fusion avec un plus grand centre qui fait perdre des choses. Mais, ce n'est pas la façon dont je le vois. Je le considère d'un point de vue où l'on se demande quelles sont les différentes choses que nous pouvons mieux faire en travaillant ensemble.»

Parsons souligne qu'avec les changements démographiques, tels que l'exode et le vieillissement de la population, il est nécessaire de travailler ensemble pour prospérer. «Je pense que les gens sont un peu sur leurs gardes parfois, mais je pense aussi que les gens se rendent compte que nous ne pouvons pas continuer sur le même modèle créé il y a 50 ans. Nous avons maintenant une démographie différente et nous allons devoir faire certaines choses ensemble si nous voulons réussir.»

Krista Lynn Howell souligne que les membres du public ont voix au chapitre et les invite à partager leurs opinions avec elle et son équipe alors qu'ils voyagent dans la province pour creuser le sujet. «Notre ministère veut que vous sachiez que nous entendons ce que vous dites, que nous savons qu'il y a beaucoup de questions et d'inquiétudes sur la façon dont la régionalisation va se dérouler», indique la ministre.

Texte original disponible dans son entièreté (en anglais) dans *Wreckhouse Weekly*

SUITE DE LA PAGE 7

Un avis partagé par Marie-Andrée Asselin, directrice générale de la Fédération des parents francophones de Colombie-Britannique (FPFCB): «C'est essentiel d'avoir des mécanismes de suivi balisés, pour qu'on puisse mesurer les efforts effectivement réalisés par les autorités provinciales.»

Manque de transparence

Les interlocuteurs interrogés insistent: les clauses linguistiques doivent clairement prévoir la création d'un nombre précis de places dans les garderies francophones ainsi que le recrutement de personnel.

Un montant exact du budget devra également être réservé à la petite enfance en français en fonction du pourcentage de la population et des besoins, défendent-ils. «Il doit aussi y avoir des dispositifs qui permettent de saisir l'administration en cas de doute sur l'efficacité des actions entreprises», ajoute François Larocque.

L'universitaire dénonce le manque de transparence dès qu'il s'agit de clauses linguistiques. Il invite à l'adoption d'une loi fédérale qui les encadrerait, ce qui éviterait le flou et l'inquiétude actuels.

À ce titre, il regrette que le projet de loi

C-32 de modernisation de la Loi sur les langues officielles ne comporte aucune mention à ce sujet.

Son espoir réside dans le document de réforme publié en février dernier par Ottawa, *Français et anglais: Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*.

Le gouvernement y proposait que la nouvelle Loi sur les langues officielles reconnaisse explicitement la petite enfance comme faisant partie du parcours en éducation dans la langue minoritaire. En d'autres termes, les garderies seraient légalement intégrées au continuum éducatif en français et les autorités auraient l'obligation de contribuer à leur renforcement.

Faibles chances de succès devant les tribunaux

Avant le déclenchement des élections fédérales 2021, la ministre du Développement économique et des Langues officielles, Mélanie Joly, avait promis que ce principe figurerait dans la prochaine mouture du projet de loi C-32, qui doit être déposé dans les 100 premiers jours du nouveau gouvernement.

«Si c'est le cas, cela établira un lien direct entre les ententes et l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, qui protège le droit à l'instruction dans la langue de la minorité, explique Fran-



Photo: Design_Miss_C - Pixabay

çois Larocque. Avec cette protection juridique supplémentaire, les provinces ne pourront pas couper dans les services de garde en français sans fournir des justifications très élevées.»

En attendant, les organismes francophones auraient-ils des chances de succès s'ils décidaient d'intenter des actions en justice contre les ententes? Aux yeux de François Larocque, elles sont minces en l'état actuel de la Loi sur les langues officielles.

Il s'appuie sur le jugement Gascon rendu en 2018 par la Cour fédérale. La Fédération des francophones de la Colom-

bie-Britannique (FFCB), qui contestait un accord passé entre la province et Ottawa, avait basé son argumentaire sur la partie VII de la Loi sur les langues officielles, selon laquelle le gouvernement est obligé de prendre des mesures positives pour appuyer l'épanouissement des communautés minoritaires de langue officielle.

Les juges ont débouté l'organisme au motif que cette partie VII était trop vague et n'engageait pas les autorités à mener des actions spécifiques et concrètes. Un rappel, selon François Larocque, que des réformes sont nécessaires pour donner au texte plus de clarté et de «mordant».

28 ans de carrière en enseignement du français récompensés

Le 23 septembre dernier, l'organisme Canadian Parents for French - Newfoundland and Labrador (CPF-NL) a décerné pour la première fois le prix «Réussites de toute une carrière» (Lifetime Achievement Award) lors de sa cérémonie annuelle de remise de prix provinciaux. Dave Butt, le tout premier récipiendaire de ce nouveau prix, revient sur ses 28 ans de carrière dans l'enseignement.

Après avoir reçu ce prix, le récipiendaire partage ses impressions avec *Le Gaboteur*: «Je suis très, très reconnaissant envers CPF-NL pour ce prix. C'est une organisation que j'admire, qui fait tant de bien, non seulement ici à Terre-Neuve-et-Labrador, mais aussi à travers tout le Canada. [...] pour promouvoir les programmes de français. Donc d'être reconnu par cette organisation, j'en suis très honoré, et j'étais très touché par ce geste. [...] Le jour où j'ai reçu le prix, j'ai dit à Francine Couture, la directrice générale [de CPF-NL], "je ne trouve pas les mots pour vous remercier!" Et c'est toujours le cas!».

Ambassadeur de la langue française

Si Dave Butt est un amateur de voyage, de jardinage et de moto, après avoir commencé à apprendre le français à l'école primaire, le Terre-Neuvien a développé un amour pour quelque chose qui prendra une grande place dans sa vie: la langue française. Se tournant vers l'éducation comme choix de carrière, M. Butt est alors devenu un ambassadeur de cette langue dans, mais aussi à l'extérieur, de la salle de classe.

Il commence sa carrière de professeur au Discovery Collegiate en 1993, mais ce n'est que sept ans plus tard, à l'école secondaire Gander Collegiate, qu'il commence à enseigner dans un programme d'immersion française. Il continue à travailler au Ascension Collegiate, et pendant toutes ces années, il met du temps et de l'énergie considérable à faire la promotion du bilinguisme auprès de ses élèves.

Le professeur s'est notamment efforcé d'offrir à ses élèves une multitude d'occasions et d'opportunités afin qu'ils puissent utiliser le français à l'extérieur des cours. Il a par exemple animé des activités en français, organisé des voyages pour faire découvrir aux étudiants des milieux francophones, et tenu une foire bilingue.

Aider à l'amélioration des pratiques pédagogiques

Au cours de ses 28 ans de carrière dans le domaine, Dave Butt a aussi pris des pauses avec l'enseignement en classe afin de travailler au Ministère de l'Éducation de la province. Il a en effet été conseiller pédagogique pour les programmes de français de base de la 4^e à la 12^e année,



Dave Butt lors de la remise des prix de CPF-NL le 23 septembre dernier. Photo: Courtoisie de Canadian Parents for French - Newfoundland and Labrador

puis également conseiller pédagogique autour des pratiques d'évaluation et de recherches en éducation.

Depuis trois ans, Dave est de nouveau un conseiller pédagogique, cette fois au NLESD, le conseil scolaire anglophone et pour les programmes de français entre la 7^e et la 12^e année dans le district de l'Avalon. «Comme conseiller pédagogique, mon but ultime est de soutenir la direction des écoles, les enseignants et bien sûr, avant tout, les élèves.» Même si

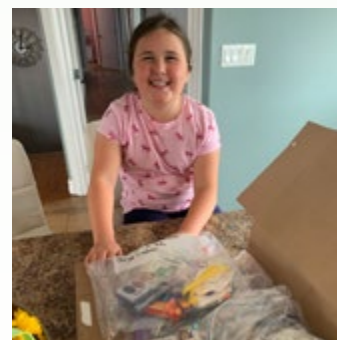
Dave n'est plus enseignant aujourd'hui, il continue de contribuer à l'éducation en français des élèves de sa province natale.

Fier d'avoir reçu le prix, Dave Butt souligne le fait qu'il n'a pas tout accompli tout seul. «Mon succès, je ne le dois pas uniquement à moi-même. Premièrement je dois dire que j'ai toujours eu le soutien de ma femme, elle m'a toujours encouragé à faire tout ce [...] que je pouvais pour améliorer mon français, mais aussi pour offrir des expériences authentiques à mes élèves, donc elle est spéciale.»

En plus du soutien de sa conjointe, le Terre-Neuvien explique que beaucoup d'autres personnes l'ont aidé sur le plan professionnel. «Je ne pourrais pas faire tout ce que je fais ou ce que j'ai déjà fait sans le soutien de mes collègues et des directions des écoles. J'ai aussi eu beaucoup de mentors, des personnes qui croyaient en moi, qui avaient confiance en moi et qui ont été des modèles pour moi. Donc ce n'est pas quelque chose que j'ai accompli tout seul, c'est vraiment un travail d'équipe. [...] Oui c'est mon prix, mais je dois aussi donner du crédit à toutes ces personnes, et je le partage avec eux», conclut-il.



Canadian Parents for French - Newfoundland and Labrador en action pour la promotion du français langue seconde à Terre-Neuve et Labrador.



FESTIVAL BILINGUE

Textes et Photos: Amélie Barsalou

METTRE EN VALEUR LA DIVERSITÉ MUSICALE AFRICAINE

En Ouganda et au Burkina Faso, on raconte que les personnes qui jouent de la musique documentent l'histoire et transportent la culture pour le commun des mortels. Un précepte suivi par les artistes invité.es du St. John's African Roots Festival (SARFest), qui ont partagé avec le public leurs cultures, leur histoire et leur amour de la musique les 9 et 10 octobre derniers.



L'événement bilingue SARFest était de retour à St. John's pour une troisième édition au début du mois d'octobre. Le festival qui se déroulait autrefois au Centre des Grands-Vents, a plutôt pris place cette année au Holy Heart Theatre, afin d'accueillir un plus grand nombre de festivalier.es et pour favoriser la distanciation physique et respecter les mesures d'hygiène liées à la COVID-19. Autre nouveauté cette année: une prestation a eu aussi lieu dans le cadre du festival au Rotary Arts Center à Corner Brook le 7 octobre.

Mariant des prestations musicales modernes et traditionnelles, l'enthousiasme autour du festival était encore une fois très palpable dans l'auditoire. La forte tempête de la fin de semaine n'aura pas empêché les jeunes et les moins jeunes, francophones et anglophones, de se déplacer pour l'événement. Selon Navel Sarr, l'organisateur du festival, environ 220 personnes (incluant le spectacle de Corner Brook) étaient au rendez-vous lors de ce festival créé pour célébrer la musique et les cultures africaines et afro-descendantes. 300 personnes ont également assisté à la retransmission en ligne sur Facebook.

UNE PROGRAMMATION RICHE ET DIVERSE

À l'horaire pendant cette édition: un samedi après-midi familial avec des ateliers de percussions pour les enfants, une présentation de l'histoire de certains instruments et une session d'introduction aux musiques traditionnelles afin d'offrir la possibilité aux jeunes de découvrir les nombreuses facettes des cultures africaines.

Ensuite, place à la musique! Deux soirées musicales de trois heures qui ont permis de découvrir des talents variés. Bahamas, Zimbabwe, Burkina Faso, Antigua, Tanzanie, ou encore Ghana: plus d'une dizaine de pays étaient représentés par les artistes africain.es et afrodescendant.es sur scène! Malgré les places assises du Holy Heart Theatre, les spectateurs et spectatrices - de tous les âges - ont créé des pistes de danse à travers les rangées de bancs de la salle afin de bouger sur les rythmes afrobeat du Ghanéen Mr. S et du chanteur libyen Oshkey, pour ne nommer que ceux-là.

Pour certain.es artistes, ce festival aura servi de tremplin pour leur carrière musicale, tout en servant de lieu de rencontre et de rapprochement artistique. Pour d'autres, ce fut une opportunité de venir partager des éléments de leur culture qui sont habituel-

lement moins visibles pour la population terre-neuvienne.

Le groupe vedette de cette édition était sans aucun doute Mi'gmafrica, formé à la base de Valérie Ivy Hamelin, artiste de la nation Mi'gmaq de Gespeg située sur la péninsule gaspésienne, et de Sadio Sissokho, originaire du Sénégal, en Afrique de l'Ouest. Avec trois prestations lors du festival, les membres de ce groupe symbolisent à merveille la richesse qu'entraîne la rencontre entre deux cultures qui unissent les chants traditionnels de leurs communautés distinctes afin d'offrir des performances uniques. Accompagné.es par le percussionniste Thierry Arsenault et le bassiste et contrebassiste, Mathieu Royer, Mi'gmafrica a offert des prestations mystiques aux messages d'espoir puissants en appelant à une meilleure justice pour les peuples autochtones et africains.

REFLÉTER LA DIVERSITÉ MUSICALE AFRICAINE

Selon le président et fondateur du SARFest, Navel Sarr, ce festival se démarque chaque année par son souci de représentativité et par la diversité des cultures présentes dans la programmation. En effet, Navel Sarr souhaite que le festival reflète la pluralité africaine à travers des prestations musicales variées représentant différentes régions de l'Afrique. De plus, le président fondateur, lui-même originaire de Mauritanie, souligne l'importance de mettre de l'avant les artistes afrodescendant.es canadien.es, car selon lui, ces personnes gagnent à être connues dans la province et au Canada en général.

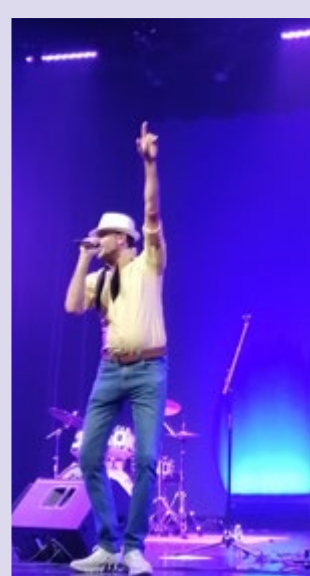
Ce festival permet donc de mettre en valeur une scène culturelle habituellement moins représentée dans les festivals et les médias populaires à Terre-Neuve-et-Labrador. En rapprochant les différentes communautés entre elles à travers la musique, le SARFest permet aussi de passer un message de lutte contre le racisme.

Ainsi, le SARFest prouve que l'on n'a pas besoin d'être de la même origine pour créer quelque chose de grand et de rassembleur. Le succès de l'événement a permis d'annoncer une quatrième édition du SARFest pour 2022. De plus, une série de soirées africaines aura lieu dans les prochains mois, dans le but de réunir plus souvent les communautés. «L'idée, c'est d'avoir des *shows* d'artistes célèbres ici en ville pour donner plus de visibilité au festival», indique M. Sarr. Préparez vos pas de danse pour ces prochaines soirées musicales!

▲ Le groupe Mi'gmafrica en prestation au Holy Heart Theatre; le groupe a donné trois représentations lors de ce festival, dont une à Corner Brook le jeudi 7 octobre.



▲ Originaire du Burkina Faso, l'auteur-compositeur-interprète Bansa joue ici du koani, une guitare traditionnelle à deux cordes.



▲ Originaire de la Libye, l'artiste Oshkey, a commencé sa carrière en 1991 et compose ses propres chansons.



▲ Andrew Kagumba, artiste et ethnomusicologue originaire de l'Ouganda joue ici de l'adungu, un instrument de musique à cordes pincées notamment utilisé dans le nord-ouest de l'Ouganda.



▲ Navel Sarr, président et fondateur du SarFest, se réjouit de cette 3e édition réussie.